



Dossier

**CONTRE LES VIOLENCES
FAITES AUX FEMMES!**

Pages 6 et 7

ÉDITO

Nous aussi, toutes ensemble,
contre les violences sexistes!
Page 2

PREMIER PLAN

À la Une. Reconstruire des outils
collectifs de lutte, d'organisation
et de solidarité Page 2



ACTU INTERNATIONALE

État espagnol: «Ciudadanos
développe un nationalisme encore
plus exacerbé que celui du PP»
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Souscription du NPA
Page 12



Par MIMOSA EFFE

Nous aussi, toutes ensemble, contre les violences sexistes !

Les violences sexistes se retrouvent dans toutes les sphères de la société et dans l'ensemble des classes et groupes sociaux. Dans la rue, dans les transports en commun, dans le cadre de la famille, dans le cadre du couple hétérosexuel (35 % des violences sexuelles) et bien sûr dans le cadre du travail, ces violences sont loin d'être le fait d'individus isolés mais bien un fait de société. Elles sont intrinsèquement liées au système patriarcal. Ces violences sont très rarement condamnées (seulement 2 % des viols), et peuvent être meurtrières : en 2016, 123 femmes sont mortes, en France, sous les coups de leur conjoint. Ces dernières semaines les femmes se sont mises à parler, démontrant avec force que les violences sont bien structurelles dans notre société. Celles qui les ont subies (à des degrés divers) représentent une très large majorité, pour ne pas dire 100 % des femmes. Il ne suffira pas de quelques réformes pour améliorer la condition des femmes. Il nous faut construire un réel rapport de forces et, au-delà, imposer un véritable changement de société. Il nous faudra abattre le patriarcat. Mais dire cela, ce n'est pas penser qu'en attendant il ne faudrait rien faire. Les violences sexistes ne sont pas une fatalité ! Il est possible de gagner des droits sur les questions des violences, mais sans accorder aucune confiance à Macron et son gouvernement, qui par exemple détricotent le droit du travail, aggravant la condition des travailleuses. Nous ne pouvons compter que sur nos propres forces, sur nos luttes pour gagner un service public d'hébergement, un budget pour les associations féministes et pour une éducation non sexiste tout au long de la scolarité, pour refuser la suppression des CHSCT dans les entreprises. Il est possible de faire émerger un mouvement féministe de masse qui nous permette de gagner des droits. Ces dernières années, malgré l'aggravation de la condition des femmes partout dans le monde, des mouvements de masse se sont construits, comme en Argentine ou en Italie. Le 25 novembre, Journée internationale contre les violences faites aux femmes, ne doit pas être une journée traditionnelle de plus à cocher dans le calendrier, mais le point de départ d'un mouvement massif et auto-organisé en capacité de renverser la vapeur !

BIEN DIT

« On ne marchande pas la liberté même si on la paie parfois très cher. Ce n'est pas une question d'entêtement mais de dignité et de principe : pour la liberté je ne lâcherai rien. »

SALAH HAMOURI, lettre depuis sa cellule du Negev, novembre 2017

À la Une

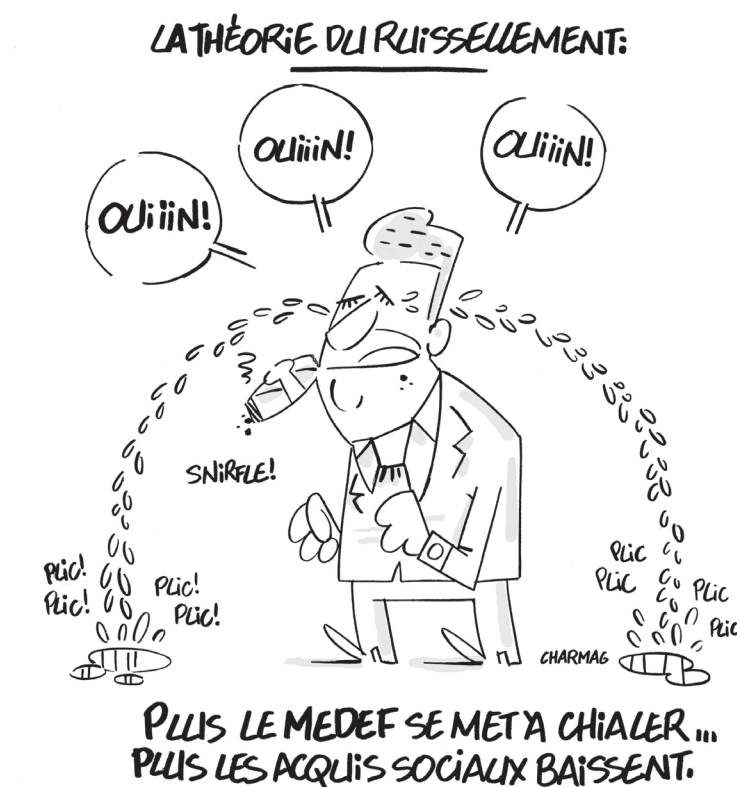
Reconstruire des outils collectifs de lutte, d'organisation et de solidarité

Les attaques dévastatrices de Macron contre les droits sociaux et la protection sociale se bousculent et se précipitent. Mais l'indispensable riposte est loin d'être à la hauteur.

Lundi 20 novembre, les députés votent la suppression du jour de carence pour les fonctionnaires, et mercredi 22 est présenté en Conseil des ministres un projet de sélection des lycéenEs qui vise à exclure celles et ceux qui sont issus des quartiers et milieux populaires. La loi travail n'est pas encore bouclée – les décrets ne sont pas tous publiés – que s'accumulent les nuages noirs de la réforme de l'Unedic qui précède elle-même la tempête sur les retraites...

Augmenter la pauvreté et stigmatiser les plus pauvres

L'un des prochains coups vise en effet les chômeurEs, avec le changement de la gestion de l'Unedic. L'État qui, aujourd'hui, agréé, ou pas, les conventions signées par le Medef et les organisations syndicales, serait désormais intégré directement à la gestion. C'est la face cachée – ou plutôt « obscure » – de la suppression des cotisations chômage et maladie pour les salariéEs du privé en « compensation » de la hausse de la CSG (qui concerne aussi toutes les retraitéEs, les chômeurEs et les fonctionnaires). L'assurance chômage basée sur les cotisations laisserait place à un régime financé par la CSG, donc par l'impôt. Macron présente ce nouveau régime chômage comme un « droit universel, pour plus d'équité et de fluidité sur le marché du travail ». Sous l'apparente générosité de l'élargissement aux démissionnaires (une fois tous les cinq ans après cinq ans d'ancienneté dans une entreprise) et aux indépendantEs (artisanEs, commerçantEs, professions libérales, agriculteurEs...), son modèle est le forfait minimal pour le plus grand nombre, et les assurances



privées pour celles et ceux qui peuvent. Concrètement ce seront des allocations plus faibles pour une durée plus courte, et plus de flicage pour combattre non pas le chômage mais les chômeurEs elles et eux-mêmes.

Une société de la précarité généralisée

Dans la multiplication des contre-réformes, il y a une constante : la précarisation, la fragilisation, l'insécurité sociale, la mise en danger de la grande majorité de la population, que l'on soit salariéE du public ou du privé, précaire en intérim, contrat à durée déterminée ou contrat aidé, chômeurE, jeune en formation, retraitéE... Cette mise en danger concerne tous les

aspects de nos vies : l'emploi et le salaire évidemment, mais aussi le logement, la santé, l'éducation... sans oublier notre environnement, nos libertés et nos droits démocratiques.

État d'urgence social

Si la mobilisation était à la mesure de la régression, un tel tsunami néolibéral devrait provoquer une insurrection populaire. Mais nous n'en sommes pas là, loin s'en faut. Si des résistances existent bel et bien, nous avons échoué à faire barrage aux ordonnances sur la loi travail XXL. Nos manifestations n'ont pas été suffisamment puissantes, nos grèves ont été trop rares et trop faibles pour ébranler un pouvoir qui n'a pourtant que peu

de légitimité. Plus que les bilans, ce sont les enseignements que nous devons tirer si nous voulons briser le cercle infernal des défaites... À l'évidence, nous avons manqué d'un plan de mobilisation en lieu et place d'une succession de journées sans réelle cohérence, nous avons aussi manqué d'unité, d'unité syndicale, d'unité entre les forces syndicales, politiques... de l'unité de toutes celles et ceux qui ont des raisons de s'opposer à la politique de Macron et du Medef. Mais rien n'est venu bousculer la frilosité et la routine.

La reconstruction est nécessaire

Pire, nous n'avons pas réussi à convaincre de l'utilité de se mobiliser, de la possibilité de gagner. Nous avons besoin de succès. Nous avons besoin de démonstrations de force réussies. Une manifestation nationale contre Macron et sa politique peut être une bonne idée, si elle est préparée partout, unitairement, avec détermination, comme un point de départ d'une reconstruction plus profonde et durable des outils collectifs de lutte, d'organisation et de solidarité eux aussi malmenés par la précarisation généralisée. Nous avons aussi besoin d'opposer au projet Macron, de « pur capitalisme », un projet de société de « bien vivre », qui assure un salaire tout au long de la vie, que l'on soit jeune en formation, retraitéE, travailleurE avec ou sans emploi, la gratuité pour la satisfaction des besoins sociaux fondamentaux, une réduction du temps de travail et un contrôle sur son contenu, son organisation et sa finalité, mais aussi une démocratie réelle et une égalité de toutes et tous.

Christine Poupin

ISRAËL

Diplomatie agressive et répression à huis clos



Marwan Barghouti. DR

S'il en était encore besoin, Israël, « la seule démocratie au Proche-Orient », vient de nous administrer la preuve de sa détermination à interdire l'entrée sur son territoire à toute personne, association, parti politique, s'opposant, même pacifiquement, à sa politique coloniale.

Du 18 au 23 novembre, une délégation de parlementaires et d'élus locaux, issus du Parti communiste, de La France insoumise et de EELV, entendait se rendre en Israël et en Cisjordanie. Le but de leur voyage était notamment de rencontrer Marwan Barghouti, condamné à la prison à perpétuité et emprisonné depuis 15 ans dans les geôles israéliennes, ainsi que

l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, en détention administrative depuis son arrestation le 23 août dernier sans qu'aucune inculpation précise ne lui ait été notifiée. Il s'agissait également pour la délégation de rencontrer des parlementaires israéliens et des ONG, et d'alerter sur le sort réservé aux 6 000 prisonnierEs politiques palestiniens, dont de nombreux mineurEs. Israël ayant annoncé

Un monde à changer

GÉRARD FILOCHE, ANTISÉMITES!!! Il ne fait pas de doute que le photomontage republié le 17 novembre, sur Twitter, par Gérard Filoche, est antisémite. Il représente Emmanuel Macron, les bras écartés, brassard nazi où un dollar remplace la croix gammée, placé au premier plan devant Jacques Attali, Patrick Drahi et Jacob Rothschild. On y voit également le slogan « *En marche vers le chaos mondial* », des billets, des drapeaux israélien et US. Au NPA, nous n'avons pas la moindre complaisance pour Macron et sa politique. Mais catholiques, protestants, juifs, musulmans, bouddhistes, athées... l'origine ou la religion des exploiters importe peu ! Se braquer sur le « capitalisme juif » est un des thèmes favoris de l'extrême droite pour détourner la colère populaire et désigner des boucs émissaires. « *L'antisémitisme est le socialisme des imbéciles* » disait le socialiste allemand Bebel à la fin du 19^e siècle. Gérard Filoche a donc commis une erreur. Il l'a immédiatement reconnu et s'en est excusé. Une erreur avant tout imputable à un système qui s'emballe : il faut réagir vite aux événements, aux déclarations, y aller de son commentaire ou de sa « punchline ». Alors

il arrive que, plutôt que de réfléchir soi-même, on transmette quelque chose qu'on a reçu sans vraiment le regarder. Filoche est tombé dans ce travers. Mais il y a une chose qui pour nous est claire : Gérard Filoche n'est ni un antisémite ni un raciste. Il a, il y a des années, quitté la LCR, pour adhérer au Parti socialiste, croyant à tort en la possibilité d'un tournant à gauche d'au moins un secteur de cette organisation. Au sein de ce parti de tous les reniements, Gérard Filoche, à sa façon, a défendu les intérêts du monde du travail. C'est en fait ce qu'on lui reproche. Pour les dirigeants du PS qui, une fois de plus, le dénoncent et demandent son exclusion, il s'agit d'éliminer celui qui est resté fidèle à une certaine vision de ce que devrait être un parti qui se réclame du socialisme. Le parti de la loi El Khomri, de l'état d'urgence, du rejet des réfugiés n'a pas de leçon à donner à Gérard Filoche. Même si, à un moment où la propagande raciste, islamophobe comme antisémite, est largement représentée sur les réseaux sociaux, il faut absolument se garder de lui faire le moindre écho et, bien au contraire, la dénoncer.

QUARTIERS POPULAIRES Macron : « Je vous ai compris »... ou pris pour des c... ?

Dans un discours à Tourcoing le 14 novembre, Macron a dévoilé son « plan » pour les quartiers populaires.

« Je vais développer les services publics, et d'abord ceux de l'éducation et de la santé, avec plus de moyens, plus de personnels ; je vais lutter contre les discriminations avec d'abord des mesures simples demandées par beaucoup d'associations, le récépissé pour lutter contre les contrôles au faciès, les CV anonymes ; je vais arrêter de démolir des immeubles en bon état (et donc de chasser leurs habitantEs loin des centres-villes), je vais lancer très vite de très nombreuses constructions de logements vraiment sociaux, et je vais favoriser l'accès au logement des demandeurEs Dalo ; je rétablis les APL et je m'engage à stopper la spéculation en bloquant/baissant les loyers dans le secteur privé ; je renonce à supprimer les emplois aidés qui aident tant les associations ; il faut donner la parole et des moyens d'actions aux habitantEs et aux militantEs des quartiers. »

Un discours creux mais mortel
Ça, c'est le discours qui n'a pas été tenu. Pour le vrai discours, du



creux, mais mortel comme toute sa politique : engager une « *mobilisation nationale* », pour qu'il n'y ait « *pas seulement la rénovation urbaine mais la rénovation morale* » ; « *ramener le droit commun dans les quartiers* » ; favoriser « *l'émancipation des habitants* », leur « *mobilité* » à la fois physique et « *dans les esprits* » ; créer un « *conseil présidentiel* » constitué de figures des quartiers populaires qui ont « *réussi* ». Oui, ils sont encore là, « ceux qui ont réussi et ceux qui ne sont rien » parce que comme le dit Renaud Epstein au Monde : « [Macron] *privilégie l'égalité des chances plutôt que la réduction des inégalités de situation* ».

Il n'y a quasiment qu'une seule mesure concrète annoncée, les « emplois francs », qui consiste à donner une prime... aux patrons ! 15 000 euros pour l'embauche en CDI d'un habitant d'un quartier listé dans la « politique de la ville », 5 000 pour un CDD de 6 mois. Et si ça n'a pas marché par le passé, c'est qu'il y avait « trop de règles » (trop de protection des salariéEs ?). Citons aussi le « plan national pour le permis de conduire », qui demande aux collectivités locales de financer le permis pour tous les jeunes de ces quartiers. Premier bug : l'État diminue ses dotations à ces collectivités et leur demande de financer son « plan national » ?

Arrêter toutes les autres « réformes » ?

Autre bug massif : Macron parle de « retour des services publics », école, santé, crèches... Bien, mais pour le faire, il n'y a qu'une solution : arrêter toutes les autres « réformes » ! Sinon, qui va rouvrir le bureau de poste, qui ne va pas fermer l'hôpital, la PMI ? De la même façon, Macron prétend

lutter contre les discriminations à l'embauche avec les inspecteurEs du travail qui devront « traquer et pénaliser » les entreprises qui discriminent – inspecteurEs qui subissent une baisse des effectifs et des moyens (et qui sont condamnés par la justice quand un patron n'est pas content d'être « traqué »). Et concernant les bibliothèques qui devraient ouvrir le dimanche, qui va embaucher les personnels supplémentaires (sans parler bien sûr du travail du dimanche) ? Pas un mot sur les allocations logement, alors que Macron veut développer l'ANRU et que les bailleurs sociaux refusent de lui donner leurs indispensables financements. Mais il a annoncé le maintien de 200 000 emplois aidés pour 2018 (il y en avait 310 000 en 2017), annonce sans doute indispensable puisque, pour citer l'exemple d'une des manifestations hostiles pendant l'un de ses précédents déplacements, sur les six salariéEs de l'association des femmes d'un quartier de Saint-Denis (apprentissage linguistique, garderie, activités culturelles...), cinq sont des emplois aidés, deux sont déjà supprimés, deux sont en passe de l'être...

Peu de manifestations sur son passage dans le Nord : il faut dire qu'après sa première visite en banlieue, à Gennevilliers, gâchée par une manif de la CGT qui avait paniqué les flics, ces derniers réagissant avec une grande violence, des mesures ont été prises : des journalistes ont parlé de barrières créant un climat d'état de siège.

Isabelle Guichard

Le chiffre

2,9 milliards

C'est, en euros, ce que coûterait l'extension des exonérations de cotisations patronales qui est en discussion selon les déclarations d'Edouard Philippe. Après le CICE, la quasi-suppression de l'impôt sur la fortune, la baisse des impôts sur le capital, les « emplois francs », on aurait pu croire que ça allait être la pause. Eh bien, non ! Toujours plus pour les patrons.



Agenda

Vendredi 24 novembre, 1917-2017, l'actualité de la révolution russe, Évry. Réunion-débat avec Olivier Besancenot. À 20h, salle de la mairie annexe, place Charles-De-Gaulle.

Vendredi 24 novembre, 1917-2017, révolution d'octobre : héritage aujourd'hui pour construire demain, Marseille. À 18h30, à l'Équitable Café, 54, cours Julien.

Samedi 25 novembre, Journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Mercredi 29 novembre, 1917-2017, centenaire de la révolution russe, Le Mans. À 18h30, à La Fonderie, 2, rue de la Fonderie.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

« Edwy Plenel est un robespierriste trotsko-fanatique. »

LUC FERRY, BFM-TV, 19 novembre 2017

son intention d'expulser plusieurs éluEs dès leur arrivée à l'aéroport Ben Gourion, les membres de la délégation ont décidé de reporter leur voyage.

Une répression politique ciblée
Cette décision israélienne ne doit rien au hasard : elle vise principalement des personnalités politiques françaises, telles que Clémentine Autain, Patrick Le Hyaric ou Pierre Laurent, connues pour leur engagement déclaré dans le soutien à la lutte du peuple palestinien. Interrogé sur les critères ayant prévalu à cette mesure, un responsable du ministère de la Sécurité intérieure israélien a affirmé sans plus de précision qu'elle visait « les éléments les plus provocateurs »... Le député UDI franco-israélien Meyer Habib, véritable porte-parole des faucons de Tel Aviv, s'est quant

à lui lancé, en pleine Assemblée nationale, dans une de ses habituelles provocations, dénonçant une délégation qui se rendrait en Israël « pour soutenir des terroristes, Barghouthi et Hamouri, les mêmes sur ces bancs pour lesquels quand on massacre en France, c'est du terrorisme, en Israël, c'est de la résistance ». Avant d'ajouter, alors que les députés FI et PC venaient de quitter la séance : « *L'antisionisme, c'est le nouvel antisémitisme, votre prédécesseur Manuel Valls l'avait courageusement exprimé dans cet hémicycle et cela lui vaut la haine de tous les islamo-gauchistes qui ont quitté cet hémicycle* ».

Un huis clos insupportable

Cette mesure d'interdiction de séjour n'est pas la première que les autorités sionistes prennent contre des personnalités politiques

hostiles à leur politique coloniale. Ainsi, en avril 2015, le ministre sud-africain de l'enseignement supérieur Blade Nzimande, par ailleurs membre du Parti communiste, s'était vu interdire l'entrée du territoire. En mars 2016, une délégation parlementaire de Belgique subissait le même sort. Et le huis clos imposé par les autorités coloniales ne touche pas seulement les délégations politiques, puisque ce sont maintenant les organisations humanitaires internationales non alignées sur la politique de Netanyahu et les personnes suspectées d'être favorables à la campagne BDS qui peuvent à tout moment être refoulées dès leur arrivée en Israël.

Gouvernement français complice

La décision d'interdire à des parlementaires français de se rendre en Israël et, de fait, dans les territoires

palestiniens, est scandaleuse. Elle n'a pourtant suscité aucune réaction officielle des autorités françaises. Tout juste un commentaire du président de l'Assemblée Française de Rugby, qui a déclaré que « ce serait mieux » qu'Israël revienne sur cette décision « regrettable »... Pas de doute : il n'y aura aucune inflexion du gouvernement français sur la question des rapports privilégiés avec Israël. La campagne de délégitimation du mouvement BDS se poursuit, mais ce dernier est aujourd'hui suffisamment fort pour y répondre. La salle bondée, à Saint-Denis, à l'occasion de la contre-célébration du centenaire de la déclaration Balfour au début du mois de novembre, et l'activisme permanent des nombreux collectifs BDS en attestent. Palestine vivra, Palestine vaincra !

Alain Pojolat

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

PROTECTION SOCIALE

Non à la casse des retraites Sécu et complémentaires !

Macron a présenté ses plans de destruction de tous les acquis de la protection sociale depuis 1945. Il faut donc dès maintenant préparer une mobilisation d'une très grande ampleur en commençant par faire prendre conscience de l'extrême gravité des attaques. C'est pourquoi le NPA entame une campagne pour la défense et la reconquête de la Protection sociale. Ce premier article porte sur les retraites.

Bloquées pendant deux ans, les retraites n'ont été revalorisées au 1^{er} octobre 2017 que de 0,8%. Le pouvoir d'achat des retraités va continuer à baisser en raison de dispositifs : la CSG augmentera au 1^{er} janvier 2018 de 1,7 point pour les retraités qui ont un revenu net de plus de 1394 euros par mois, et sera ainsi portée à 8,3%. Les prestations sociales sont de plus en plus financées par des ponctions... sur ces mêmes prestations sociales, épargnant au patronat le versement de cotisations. La compensation annoncée par Macron, la suppression de la taxe d'habitation, sera étalée jusqu'en 2022 ! Et elle ne concernera pas les 3,5 millions de pensionnés (sur 7 millions) qui ne paient pas cette taxe en raison de leurs faibles revenus. Le pouvoir d'achat sera de plus impacté par un nouveau report de la date de la revalorisation annuelle des pensions. En 2009, elle était passée de janvier à avril, en 2014 d'avril à octobre et en 2018 ce sera d'octobre à janvier. La perte en moins de dix ans équivaut ainsi au montant d'un an de revalorisation. De plus, la dernière revalorisation des retraites complémentaires Agirc et Arrco remonte à avril 2013.



À Paris, le 28 septembre. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

La contre-réforme

Elle sera présentée au Parlement en 2018. Elle concernerait les nouveaux retraités d'ici cinq ans, et serait pleinement effective dans dix ans. Les 37 régimes actuels sont dans le collimateur de Macron. Ils seront « alignés », il n'y aurait plus qu'un seul régime dit universel et à compte notionnel : les cotisations versées donnent droit à des points et le montant de la pension dépend du nombre de points cumulés durant la carrière, de l'espérance de vie de la génération du ou de la salarié et du taux de croissance de l'économie. Il ne peut donc pas être connu à l'avance, les retraités n'ont aucune garantie sur le montant des pensions et les salariés sont ainsi incités à partir plus tard.

Des négociations sont en cours pour les retraites complémentaires : en cas de besoin financier, les cotisations ne pourraient plus être augmentées. Pour équilibrer les finances du régime, le conseil d'administration de la fédération unifiée Agirc-Arrco devra ajuster plusieurs paramètres du régime, comme la valeur du point. Son évolution pourra être corrigée d'un « facteur de soutenabilité (...) tenant compte de la situation économique et de l'évolution démographique ». À l'exception de la CGT, tous « les partenaires sociaux » siégeant à l'Agirc-Arrco ont voté ce dispositif qui s'aligne sur le projet Macron pour les retraites Sécu. Scandaleux !

S. Bernard

La nouvelle enquête du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) a permis, une nouvelle fois, de révéler les pratiques des plus riches pour éviter l'impôt.

« Optimisation » et fraude fiscales

Les Paradise Papers viennent ainsi de dévoiler comment les plus grandes entreprises, tout comme certains individus très riches, délocalisaient leurs bénéfices ou leur revenus dans des zones de fiscalité très avantageuse leur permettant de ne payer qu'un minimum d'impôts (quand ils en payent). Parmi les groupes et individus épinglés, Nike, Apple, Facebook, Whirlpool, Dassault Aviation, Engie, Total, François Pinault, Patrick Drahi, etc. Dans les faits, cela s'appelle de l'optimisation fiscale, et c'est légal. Mais ce système permet de faire disparaître des caisses de pays de l'Union européenne entre 120 et 130 milliards d'euros chaque année, dont environ 20 milliards d'euros rien que pour la France. Sans compter qu'il convient d'ajouter, à cette « optimisation fiscale », les montants de la fraude fiscale. Dans une période où la baisse des dépenses publiques a le vent en poupe et où le gouvernement prend prétexte de l'« équilibre budgétaire » pour faire les poches à la majorité du monde du travail, on se dit devant un tel débâlage qu'il devrait logiquement aller chercher l'argent là où il se trouve : aux îles Caïmans, sur l'île de Man, mais aussi aux Pays-Bas, à Malte, en Belgique ou en Irlande.

Deux poids deux mesures

Mais face à ce nouveau scandale, le gouvernement Macron a été bien discret. Le Premier ministre Édouard Philippe, interpellé à ce sujet sur France Inter, a défendu l'optimisation fiscale puisqu'il

PARADISE PAPERS
Silence assourdissant du gouvernement Macron

Les Paradise Papers se sont invités dans l'actualité depuis plusieurs semaines, et les réactions du gouvernement ont été loin d'être à la hauteur. Un mutisme révélateur.

LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE



s'agissait d'une procédure légale, alors que ces montages financiers complexes frôlent très souvent l'illégalité. Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, a donné de la voix à l'Assemblée nationale en indiquant que « l'évasion fiscale était une attaque contre la démocratie » et qu'il ferait des propositions à Bruxelles pour plus de transparence. Et puis, et puis... C'est tout. Rien d'autre à part les traditionnelles réactions indignées des uns et des autres, ou les réactions d'étonnement comme celle de Moscovici qui a semblé découvrir qu'il y avait de

l'évasion fiscale, voire des paradis fiscaux : « Les révélations des Paradise Papers sont vertigineuses. Le monde opaque de l'évasion fiscale apparaît soudain au grand jour. » On croit rêver.

Nous sommes donc face à un gouvernement qui, d'un côté, stigmatise les chômeurs qui, d'après certains députés LREM, sont des fraudeurs partant « en vacances aux Bahamas grâce à l'assurance chômage » et doivent être donc plus contrôlés et, de l'autre, la défense au droit à l'« optimisation » pour ceux qui détournent des milliards d'euros chaque année, et de

simples déclarations d'intention sans mesures concrètes contre la fraude.

Cela montre, une fois encore, que pour ce gouvernement les « premiers de cordée » sont les seuls à satisfaire. Lutter efficacement contre l'évasion fiscale et/ou la fraude, ce n'est pas supprimer l'ISF ou baisser l'impôt sur les sociétés. Il y a au contraire urgence à agir en adaptant la législation fiscale et en renforçant le contrôle fiscal. Mais ça, a priori, le président des ultra-riches ne veut pas en entendre parler. Étonnant, non ?

Joséphine Simphon

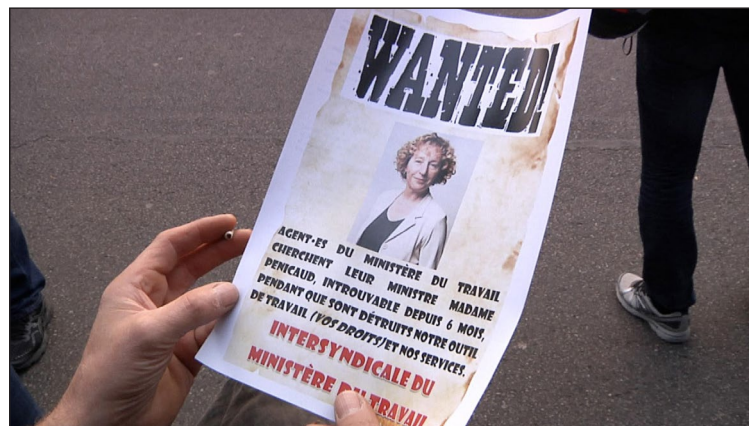
RÉPRESSION Muriel Pénicaud, ministre du Travail, viole le droit syndical

Le 12 octobre 2017, les DRH des grands groupes français s'étaient donné rendez-vous pour un congrès au Pré Catelan, restaurant situé dans le Bois de Boulogne. Pour l'occasion, des militantEs de divers réseaux ont effectué le déplacement, appelant ironiquement à une « chasse aux DRH ». Une inspectrice du travail présente sur les lieux est aujourd'hui sous le coup de sanctions disciplinaires.

Lorsque l'Union syndicale Solidaires appelle à un rassemblement devant un pince-fesse de DRH, auquel la présence de Muriel Pénicaud est prévue, un syndicat du ministère du Travail mandate quelques camarades pour y faire savoir qu'on cherchait partout la ministre. En effet, alors qu'elle était en poste depuis bientôt 5 mois, aucunE syndicaliste ne l'avait encore rencontrée.

Un dossier vide

Ils avaient pourtant des choses à lui dire : toutes ces suppressions de postes, cet acharnement à détruire leur outil, le code du travail. Les agents voulaient des explications. Quand on sait que la ministre ne s'est même pas déplacée, tout cela n'aurait pu rester qu'un petit rassemblement fort sympathique entre camarades et amiEs, fait de soleil dans les bois et de chansons, se finissant en pique-nique près des



« Mme Pénicaud Wanted » DR

lacs, si des journalistes n'avaient demandé une interview au petit regroupement d'agents du ministère, décidés à transmettre leur message syndical.

La copine désignée s'en tire très bien, fait tout dans les formes, en précisant son ministère et son appartenance syndicale. Et en plus

c'est drôle ! Hélas, sa profession, inspectrice du travail, figure également au montage sur la vidéo, au côté de son syndicat. Pour le ministère, c'en est trop : il faut faire un exemple. Un mois plus tard, la copine est suspendue, ce qui implique la faute grave, alors que le dossier est vide ! Qu'à cela

ne tienne, on agite le tout nouveau décret de déontologie¹ au mépris du droit d'expression syndicale, dans un rassemblement autorisé et déclaré, lequel s'est déroulé calmement.

L'émotion est déjà vive dans les services et au-delà, des actions de solidarité sont prévues jusqu'au 14 décembre, date à laquelle la camarade est convoquée en CAP disciplinaire au ministère, rue Duquesne. Soutenons l'inspection du travail en lutte pour ses droits, à commencer par celui de s'exprimer face à leur ministre ! Exigeons la levée immédiate de la suspension, et de toutes les sanctions contre les syndicalistes du ministère du Travail !

Comité Inspection du travail-Emploi IdF

1 – Paru en avril 2017, ce décret à la légalité contestable – et encore contestée – stipule que les agents du corps de l'inspection ne doivent jamais faire état de leur profession en public.

ÉTAT ESPAGNOL

« Ciudadanos développe un nationalisme encore plus exacerbé que celui du PP »

Entretien avec
Andreu Coll, militant
d'Anticapitalistas.

On a beaucoup parlé de la Catalogne, mais quelle est la situation au niveau de l'État central, notamment concernant les affaires de corruption ?

Le procès Gürtel touche directement Rajoy, Barcenas [ancien trésorier du PP] et compagnie, mais la réaction nationaliste espagnole est si forte qu'elle réussit à éclipser cette question.

Selon les sondages, la droite la plus dure se renforce : Ciudadanos pourrait prendre un million de voix au Parti populaire. Or avec la crise catalane, Ciudadanos s'est placée à la droite du PP, réclamant dès le début l'application de l'article 155, définissant le référendum comme un « coup d'État », et développant un nationalisme encore plus exacerbé que celui du PP.

Il y a aussi une différenciation générationnelle. La vieille génération, qui vient de la dictature, est très fidèle au PP. Mais les jeunes se tournent vers Ciudadanos. Au départ, ça paraissait plus moderne, macroniste, mais cela bascule de plus en plus vers l'extrême droite. Cela mélange le nationalisme espagnol et le libéralisme à outrance. Le seul ingrédient qui manque pour devenir réellement d'extrême droite, c'est la question du racisme, où Ciudadanos maintient un discours « mainstream », pas aussi radical que le Front national.

La crise politique est étouffée par le nationalisme, mais pourrait-elle revenir rapidement ?



Manifestation de nationalistes espagnols. DR

Le résultat de la crise catalane est la fragilisation du système politique espagnol, car la formule de gouvernement tripartite monarchiste est usée. Mais si Ciudadanos devient troisième force, devant Podemos, cela changera. Il pourrait y avoir un gouvernement PP-Ciudadanos avec la majorité absolue, sans avoir besoin du PSOE. Aznar, depuis longtemps, se bat au sein de la droite face à Rajoy pour un rapprochement avec Ciudadanos. Et le PSOE n'a plus beaucoup d'espace, de marge au sein du système.

Quelle est la situation dans les régions ouvrières ?

La montée réactionnaire est forte dans le sud et dans le centre, dans les villages. Dans les villes, les progressistes sont sur la défensive, et Podemos et nos camarades sont victimes des attaques du PSOE et du PP. En Andalousie, le sentiment unitariste est très fort et il est difficile de défendre le mouvement catalan. Notre mot d'ordre de République catalane dans un État confédéral reste propagandiste : le mouvement républicain est faible, seul Podemos

défend la République et il est la première victime de cette crise, perdant 3 ou 4 points dans les sondages.

L'élection du 21 décembre en Catalogne peut-elle changer la situation ?

Hélas, les partis dominants vont chercher un compromis. Les menaces d'une intervention armée de la part de l'État, la menace qu'il y ait des morts, leur permettent de justifier leurs reculs. Les partis qui soutiennent le 155 crient à la calomnie, mais il est clair qu'un plan existait, qui a été révélé par la presse, pour prendre d'assaut le Parlement catalan. La Guardia Civil et les corps d'élite avaient un plan d'intervention avec des hélicoptères, et même une arrivée souterraine.

Quel bilan de vos élus et de votre intervention dans Podemos à la veille du congrès d'Anticapitalistas ?

L'aspect positif, c'est une obligation à se poser des problèmes concrets, pas seulement de la propagande. Cela a permis de nouveaux liens avec les mouvements sociaux, de nombreux contacts par le biais de Podemos avec le mouvement ouvrier.

Mais il y a la dynamique de la vie des institutions bourgeoises, une perte d'énergie et de temps. La force d'intégration des institutions bourgeoises est très forte. On verra dans la prochaine période si cela permet de créer un nouveau parti plus à gauche ou si ça nous bloque.

En tout cas, comme l'explique Daniel Bensaïd dans *Stratégie et parti*, le travail de masse, le contact avec la population, le « peuple de gauche », te donne une connaissance des mouvements sociaux beaucoup plus importante que lorsque tu maintiens seulement un groupe propagandiste isolé pendant des années.

La qualité des militants que tu gagnes dans ce type de mouvement est très importante. En Catalogne par exemple, on gagne des militants ouvriers, intégrés dans des villes ouvrières. Nous apparaissions comme le seul courant qui n'est pas là pour prendre des postes, qui est à la fois radical et non sectaire.

Notre tâche maintenant est de mettre en place un travail ouvrier et syndical plus centralisé, avec l'élaboration d'une orientation. Nous avons commencé un travail de recrutement dans la jeunesse, et maintenant il nous faut avancer dans l'intervention ouvrière. Sinon, nous serons bloqués par Podemos. Nous devons, sans perdre nos positions à l'intérieur, déplacer notre centre de gravité et relancer l'apparition propre d'Anticapitalistas. Il faut éviter la « politique politicienne » et construire le travail politique propre vers les masses. C'est l'enjeu de la prochaine période.

Propos recueillis par
Antoine Larrache

CRISE AU LIBAN La France fait partie du problème, pas de la solution

« Liban : la crise est apaisée, mais loin d'être résolue ». Ce titre d'un article publié par le Monde le 18 novembre est un bon résumé de la vision, depuis la France, de la situation libanaise, et des contradictions d'une diplomatie française qui prétend « préserver le Liban des tensions régionales » tout en contribuant à entretenir ces dernières.

La crise politique au Liban, consécutive à la démission du Premier ministre Saad Hariri le 4 novembre, n'est pas seulement un révélateur de l'accroissement des tensions régionales entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Elle est aussi l'occasion de mesurer à quel point, malgré les déclarations d'intention, la France poursuit une dangereuse politique d'ingérence dans la région.

Ne pas confondre ingérence et ingérence

« Nous sommes préoccupés par la situation au Liban parce que le Liban a une longue histoire avec la France, et nous sommes soucieux de sa stabilité, nous sommes soucieux de son intégrité » : ainsi s'est exprimé, le 13 novembre, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian qui, avec ses euphémismes douteux, s'inscrit clairement dans une vision coloniale de la relation entre la France et le Liban. Avant d'ajouter, en bon impérialiste, que la France était « soucieuse de la non-ingérence »



Emmanuel Macron et Saad Hariri. DR

au Liban, ciblant sans les nommer l'Iran et l'Arabie saoudite, accusée à demi-mots de retenir Hariri sur son territoire. En résumé : la seule ingérence tolérable est l'ingérence française. Une vision que ne semble pas renier Jean-Luc Mélenchon, qui a salué l'invitation lancée par Macron à Hariri par ces mots : « L'invitation de Hariri en France est une bonne initiative. Elle peut aider à obtenir la liberté du Premier ministre libanais ». Amour de la patrie, quand tu nous tiens...

Le Liban pris en otage

Peu de choses ont filtré de la rencontre entre les autorités françaises et Hariri, reçu à l'Élysée le 18 novembre, si ce n'est une déclaration du Premier ministre démissionnaire : « La France a montré encore une fois la grandeur de son rôle dans le monde et la région. Elle prouve son attachement au Liban et à sa stabilité. » De toute évidence, celui qui s'est récemment fait taper sur les doigts par le parrain saoudien désireux de faire tomber un

gouvernement d'union libanaise auquel participe le Hezbollah, allié de l'ennemi iranien, cherche des soutiens internationaux...

Avec un Hariri affaibli et une population libanaise qui se retrouve une fois de plus otage des rivalités entre puissances régionales, la France tente de jouer la carte du médiateur pour préserver, sinon consolider, ses positions au Moyen-Orient.

Aucune illusion quant à un « rôle positif » de la France

Mais les numéros d'équilibriste ont leurs limites et le « en même temps » cher à Emmanuel Macron fait encore moins illusion dans le domaine de la politique étrangère. La France ne fait pas partie de la solution à la crise régionale, elle fait partie du problème : participation directe ou indirecte aux expéditions militaires, ventes massives d'armes à l'Arabie saoudite, soutien à divers régimes réactionnaires, etc. L'accroissement des tensions régionales, dont la crise libanaise est un symptôme, est un danger pour l'ensemble des populations du Moyen-Orient déjà meurtries par les conflits et les interventions militaires. Mais la solidarité internationale passe par une opposition, ici et maintenant, aux ingérences intéressées de l'impérialisme français, et non par la diffusion de quelconques illusions quant au « rôle positif » que pourrait jouer ce dernier.

Julien Salingue

VENEZUELA

Annulez la dette !

Après quatre mois de mobilisations de l'opposition et de violences entre avril et juillet, le Venezuela est confronté à une nouvelle crise : un possible défaut de paiement.

Les agences de notation sont formelles : le Venezuela et l'entreprise pétrolière publique, PDVSA, sont en défaut partiel de paiement. Le gouvernement de Nicolás Maduro estime pour sa part que son pays ne sera jamais en défaut de paiement. Il a invité une partie de ces créanciers, lundi 13 novembre, et leur a demandé une restructuration de la dette lors d'une réunion de moins d'une demi-heure.



DR

Une crise économique profonde

Le contexte de cette nouvelle crise est celui d'un effondrement économique du pays. Dans un État rentier, où le pétrole représente plus de 95 % des exportations, la chute des cours de l'or noir à l'été 2014 a eu des conséquences désastreuses. Pour la quatrième année consécutive, le Venezuela est en récession, une contraction cumulée d'un tiers de sa production. Le taux d'inflation devrait dépasser les 1000 % cette année. Depuis plus d'une décennie, les grandes entreprises détournent le taux de change, avec la complicité des hautes instances gouvernementales, par surfacturations d'importations ou pour des importations non réalisées. Ces manœuvres ont coûté plus de 300 milliards de dollars à l'État vénézuélien. La monnaie vénézuélienne s'effondre, la différence entre le taux de change bolivar/dollar officiel et officieux atteint une échelle de 1 à 6500. Cela entraîne des difficultés d'importation d'aliments, de médicaments, créant des pénuries qui dégradent très fortement les conditions de vie des classes populaires. L'hyperinflation ronge le pouvoir d'achat des salariéEs. Un salaire minimum ne représente désormais qu'un quart des besoins élémentaires d'un foyer.

Dans cette situation, tout gouvernement progressiste donnerait la priorité à l'importation de produits de première nécessité pour soigner et alimenter la population plutôt que de payer ses créances. Nicolás Maduro a choisi de rembourser, rubis sur l'ongle, une dette qui atteint un montant de 100 à 150 milliards de dollars. En mai dernier, le gouvernement vénézuélien avait octroyé à la banque Goldman Sachs des bons de PDVSA d'une valeur de 2,8 milliards de dollars pour des liquidités correspondant à seulement 31 % de leur valeur réelle, face aux difficultés de s'approvisionner sur les marchés financiers.

Des projections géopolitiques qui prennent le pays en otage

En août dernier, les États-Unis ont durci encore davantage l'accès aux marchés financiers en interdisant aux entreprises et aux citoyens de son pays de contracter de nouvelles obligations à l'égard du Venezuela. Le gouvernement Maduro se retrouve ainsi à s'endetter dans des conditions encore plus défavorables. À l'inverse, la Russie et la Chine sont plus clémentes pour rééchelonner une dette dont elles imaginent les avantages géopolitiques qu'elles peuvent tirer. Les restrictions budgétaires du gouvernement de Donald Trump sont criminelles et condamnent des millions de Vénézuéliens à la misère. La politique de Nicolás Maduro, payer coûte que coûte une dette qui ne pourra pas être remboursée, rééchelonnée ou pas, n'est pas une perspective viable pour les Vénézuéliens. Les classes populaires n'ont pas à être prises en otage par les projections géopolitiques des uns ou des autres. La seule solution, c'est l'annulation totale de cette dette ! Les Vénézuéliens n'ont pas à payer pour une crise qu'ils n'ont pas créée.

Pedro Huarcaya

DE QUOI LE VIOL EST-IL LE NOM ?

Le patriarcat est un système global d’oppression des femmes, qui s’articule au capitalisme. Il a un certain nombre de spécificités : les femmes le subissent partout (travail, rue, domicile) ; elles effectuent un surtravail domestique non rémunéré et indispensable à la reproduction de la force de travail ; le patriarcat est soutenu par une idéologie qui tend à le légitimer et à le naturaliser ; dans le cadre du capitalisme, les femmes sont surexploitées au travail ; et enfin son maintien nécessite un rapport de forces et de domination dont les violences à l’égard des femmes sont un des piliers.

Les violences peuvent être économiques, sociales, psychologiques et/ou physiques, le viol et le féminicide étant les formes ultimes de ces dernières.

Une tolérance ancrée dans l’histoire et dans toutes les sociétés

La mythologie est pleine d’histoires de rapt et de viols ; et si le « droit de cuissage » en France au Moyen Âge n’a probablement pas existé en tant que droit, le viol des esclaves a, quant à lui, toujours été pratiqué de la Grèce antique à l’Amérique esclavagiste et, dans la continuité de celui-ci, le viol des domestiques était un fait courant même si difficile à chiffrer. Au sein du couple, le « devoir conjugal » a longtemps empêché l’émergence de la notion de viol conjugal : au sein de la famille le rôle de la femme est d’assurer la reproduction, de devenir mère. Rappelons que c’est essentiellement au sein de la famille, du cercle de connaissances que les violences ont lieu. En France, les données chiffrées ne sont disponible que depuis 1999 ; le viol est un crime puni de 15 ans de réclusion criminelle depuis 1980 et c’est seulement en 2010 que la présomption de consentement dans le cadre conjugal a été abrogée.

La culture du viol

Le viol est globalement banalisé si ce n’est encouragé dans nos

sociétés : publicités, films, blagues... Mais surtout les femmes qui ont été violées et qui le dénoncent doivent affronter une nouvelle série de violences : les faits sont minimisés voire niés, le non-consentement de la victime est remis en cause, et c’est vers elle que la culpabilité, la responsabilité du viol est renvoyée. Ce sont les femmes victimes qui sont au final pointées du doigt, dénigrées voire exclues de leur communauté dans certains cas. L’idée que les hommes ont des besoins irrépressibles reste largement ancrée et donc les femmes sont encouragées à ne pas les « provoquer » et à adopter des comportements pour « éviter » d’être violées. À tout cela s’ajoute le parcours de la combattante lorsqu’on porte plainte dans un système où les forces de l’ordre et la justice sont profondément patriarcales.

La question du consentement au cœur du débat

Des affaires récentes dont les victimes sont de très jeunes filles et pour lesquelles la justice a été plus que complaisante envers les agresseurs ont soulevé l’indignation¹. Elles doivent nous permettre d’interroger et de clarifier la notion de consentement. À ce sujet, l’article d’E. Brouze et A. Maruani, publié le 12 octobre 2017 sur Rue89², est très éclairant : il n’y a pas de zone grise,

c’est-à-dire que si ce n’est pas franchement oui, alors c’est non. Et par conséquent, si l’on définit le viol à partir de cette notion de consentement, un grand nombre de situations « ambiguës » bascule sans ambiguïté du côté du viol. La législation reste de ce point de vue très insuffisante puisque, d’après le code pénal, « *tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu’il soit, commis sur la personne d’autrui par violence, contrainte, menace ou surprise est un viol* », et que la notion de consentement n’apparaît pas concernant les agressions sexuelles.

Le viol comme arme de guerre

Dans les conflits armés, le viol est utilisé comme arme de guerre. Il permet de terroriser, humilier, déstabiliser. Dans certains conflits il contribue à l’épuration ethnique. Il a été pratiqué par toutes les armées du monde depuis l’Antiquité. Durant la Seconde Guerre mondiale, c’est le commandement de l’armée japonaise lui-même qui organise la mise à disposition de plusieurs centaines de milliers de « femmes de réconfort » pour les soldats. Les armées d’occupation coloniale utilisent également le viol pour « occuper » le pays en occupant le corps des femmes. Si le chiffrage est toujours difficile, on sait que durant la guerre d’Algérie

le viol a aussi été utilisé comme torture. Dans la plupart des cas les violeurs n’ont évidemment pas été inquiétés et l’amnistie prononcée au moment du cessez-le-feu a définitivement coupé court aux poursuites judiciaires³. Du point de vue de l’analyse de l’utilisation du viol comme arme de guerre, le conflit en ex-Yougoslavie a été un élément important et a conduit à des évolutions du droit international. Malheureusement, on ne peut pas dire que cela ait permis d’en enrayer l’utilisation. Le Rwanda, y compris avec les agissements de l’armée française, en est un exemple dramatique ; la Syrie en ce moment même également. L’enquête « zero impunity »⁴, menée par des journalistes engagés sur l’usage des violences sexuelles en temps de guerre, balaye plusieurs situations (en France et en Centrafrique, aux États-Unis, en Syrie, en Ukraine, à l’ONU et à la Cour pénale internationale) pour mettre en lumière ce qui fait système et dénoncer l’impunité dont les auteurs de viols et de violences sexuelles bénéficient encore aujourd’hui.

1 – Voir article spécifique dans ce dossier
2 – <https://tempsreel.nouvelobs.com/rue89/nos-vies-intimes/20171012.OBS5907/j-ai-fini-par-ceder-on-a-tous-une-histoire-de-violence-sexuelle.html>
3 – <https://www.caim.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2002-3-page-123.htm>
4 – <https://zeroimpunity.com/>

UN VIOL EST UN VIOL, ET UN VIOL EST UN CRIME !

En septembre dernier, le viol d’une mineure de 11 ans par un adulte de 28 ans était qualifié de simple atteinte sexuelle par le tribunal de Pontoise. Le motif est que les faits avaient eu lieu « sans violence ni contrainte ni surprise ». Par conséquent, l’enfant était tenue pour consentante par la justice et les faits qualifiés d’agression sexuelle.

Cette décision, révélée par Mediapart, a suscité stupéfaction et colère bien au-delà des milieux féministes. Des pétitions de dénonciation ont recueilli plusieurs centaines de milliers de signatures en quelques semaines. L’affaire a été renvoyée en février 2018.

Vide dans la législation française

À peine deux mois plus tard, une décision est prise cette fois par la cour d’assises de Meaux concernant une petite fille de 11 ans violée par un homme de 22 ans à l’époque des faits : acquittement de l’auteur de ce crime sur les mêmes motifs, « la contrainte, violence ou surprise » n’était pas établie ! À aucun moment l’âge de la jeune victime n’est pris en compte ! Ces faits mettent en lumière un vide dans la législation française concernant la protection de l’enfance : il n’y a pas d’âge légal en dessous duquel la question du consentement ne se pose pas en matière de rapports sexuels. Dans la plupart des pays européens cette législation existe et se situe



entre 12 et 16 ans. M. Schiappa a annoncé une proposition de loi prochainement à ce sujet. Le HCE préconise l’âge de 13 ans, plusieurs associations féministes celui de 15 ans, correspondant à une majorité sexuelle de référence. Avant 1978, alors que le viol était un crime inscrit dans le code pénal depuis 1810, les viols étaient systématiquement déqualifiés quand les femmes n’étaient pas tuées. Le procès d’Aix en 1978 a marqué un tournant : deux jeunes femmes ayant subi un viol

en réunion se sont battues pour le faire reconnaître juridiquement et le porter devant la cour d’assises, soutenues par l’avocate G. Halimi et par les mobilisations féministes. Une nouvelle loi a été adoptée en 1980.

La mobilisation a permis que la peur et la honte changent de camp

Faut-il rappeler que c’est ce qui a permis de faire sortir de l’ombre les incestes, viols et agressions sexuelles sur enfants, dont une majorité se passe dans la famille ou l’entourage proche et qui touchent majoritairement les filles ? Parce que la mobilisation a permis que la peur et la honte changent de camp, des femmes ont parlé, écrit, dénoncé les viols et les incestes. Encore aujourd’hui les chiffres montrent que nous n’en avons pas fini avec cette histoire ! 6 % des FrançaisEs déclarent avoir été victimes d’inceste, une proportion qui monte à 9 % chez les femmes (sondage AIVI/Harris Interactive, 2015). Une enquête de 2015 sur l’impact des violences sexuelles de l’enfance à l’âge adulte a montré que 81 % des

violences sexuelles débutent avant l’âge de 18 ans, 51 % avant 11 ans, 21 % avant 6 ans (IVSEA 2015). Un article du Monde diplomatique du mois de novembre 2017 confirme ce que plusieurs associations féministes dénoncent depuis longtemps : 60 à 80 % des faits de viol sont correctionnalisés faute de moyens, et sur consigne même du ministère : « *Même si la correctionnalisation est juridiquement illégale (...) les assises sont dans l’incapacité d’absorber tous les crimes sexuels.* » Cette situation est intolérable, elle revient à légitimer la banalisation de ces crimes. Tous ces faits sont inquiétants et révélateurs du maintien dans un état d’archaïsme de la société et de ses institutions, et de la force du patriarcat. Ce que nous dit la justice dans les deux récentes affaires de viols commis sur des petites filles, c’est la banalisation de ce crime et l’impunité totale pour les agresseurs. Banalisation et impunité qui nous reviennent dans la figure à peine 40 ans après les premières batailles des féministes pour faire reconnaître le viol comme un crime.

Le 25 novembre est la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, et cette année, il résonnera particulièrement avec l’actualité puisqu’il se fait dans le contexte de la libération de la parole des femmes suite à l’affaire Weinstein. Dans plusieurs pays comme l’Argentine ou l’Italie, des mouvements massifs se construisent contre les violences sexistes, en particulier les féminicides auxquels la France n’échappe pas puisqu’en 2016, 123 femmes sont mortes sous les coups de leur (ex-)conjoint. Ce sont aussi 84 000 femmes qui subissent chaque année des violences sexuelles en France. 90 % connaissent l’agresseur et seulement 10 % portent plainte. Pire, en 2014, seuls 5139 hommes ont été condamnés par la justice. Le traitement médiatique réservé à ces violences est extrêmement problématique. On se souvient, il y a quelques semaines, de la « Une » des Inrocks avec Bertrand Cantat, symbole de la violence conjugale après l’assassinat de Marie Trintignant. Mais la culture du viol ou plus généralement de la violence sexiste est partout dans les médias, en particulier dans les publicités, dans les films, dans les séries. Ces violences ne sont pas le fait d’hommes isolés et fous. Elles font partie intégrante d’un système de domination des hommes sur les femmes. Ces violences se retrouvent dans toutes les sphères de la société : dans la rue, mais aussi dans le cadre du foyer (qui semble parfois être le cadre sécurisant alors que la majorité des violences sexuelles s’y produisent), mais aussi au travail. Le combat contre les violences sexistes doit se mener dès aujourd’hui avec la compréhension que le système patriarcal ne pourra être abattu sans un changement de société.



VIOLENCES AU TRAVAIL DU TRAVAIL EN

5 % des viols (10 par jour) et 25 % des agressions sexuelles ont été victimes de harcèlement sexuel au cours de sa vie professionnelle. Dans le travail, les femmes sont régulièrement confrontées

Les violences au travail sont une réalité quotidienne pour les femmes. Il y a le sexisme ordinaire, quotidien, auquel on ne s’habitue pas et qui crée un climat général : blagues sexistes, graveleuses, fond d’écran ou calendriers porno, propositions

déplacées, insinuations humiliantes... Certains secteurs sont connus pour ce genre de pratiques comme le secteur médical où la spécialisation et la hiérarchie hommes/femmes (médecins/infirmières) est très forte et favorise ces comportements.



CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES!



Dossier réalisé par la Commission nationale intervention féministe

MAIL: L'ORGANISATION LIGNE DE MIRE

se produisent sur les lieux de travail. 1 femme sur 5 aurait
sionnelle. 80% des femmes salariées considèrent que
à des attitudes ou comportements sexistes.

Tout cela participe de la dévalorisation des femmes, de leurs compétences professionnelles, à les maintenir comme inférieures... et donc à ralentir leurs carrières et à justifier les écarts de salaires. C'est donc bien à une organisation globale du travail qu'il faut s'attaquer



PHOTOTHÈQUE ROUGE / NILS

lorsque l'on veut combattre les violences sexistes et c'est en ce sens qu'il faut pointer la responsabilité des employeurs.

Des violences favorisées par la destruction des solidarités

Ce climat général rend possible des actes plus graves : propositions instantanées de supérieurs hiérarchiques, attouchements, agressions et viols. Et lorsque les femmes dénoncent ces agissements, leur parole est mise en doute, les employeurs ne prennent généralement aucune mesure et les procédures judiciaires sont longues et difficiles. De plus la quasi-totalité des femmes qui ont engagé des procédures se sont finalement retrouvées sans emploi, soit qu'elles aient démissionné soit qu'elles aient été licenciées¹. La prise en charge syndicale de la lutte contre les violences au travail progresse lentement. Dans ce genre d'affaire on doit toujours garder deux choses essentielles à l'esprit :

– Commencer par construire la solidarité autour des victimes, pour les soutenir, pour que leur parole soit confortée par celles d'autres victimes ou de témoins, pour qu'elles ne soient pas isolées dans un milieu hostile au sein de leur environnement de travail. C'est une condition indispensable pour pouvoir mener la bataille jusqu'au bout. Il faut imposer à l'employeur l'éloignement de l'agresseur afin de protéger la ou les victime(s).

– Ne pas rester enfermés dans une logique de cas individuels : il faut questionner l'organisation et les conditions de travail. Ces violences au travail sont favorisées par la destruction des solidarités, des collectifs de travail, par la concurrence entre salariéEs, par des rapports hiérarchiques infantilisants et stressants, etc. La responsabilité de l'employeur doit toujours être pointée du doigt.

La réforme Macron, avec entre autres la suppression d'une partie des représentantEs du personnel, en particulier les DP et les CHSCT, ne va pas faciliter le travail des organisations syndicales. Pourtant, comme partout, la libération de la parole des femmes est en marche et il est plus que probable que le nombre de cas dépasse les capacités de prise en charge par les syndicats. Dans ce cadre, l'auto-organisation des femmes pour faire changer les choses sera un élément essentiel et incontournable.

1 – Voir les témoignages et analyses sur le site de l'AVFT <http://www.avft.org/>

METOO À WETOOGETHER: INSCRIRE LE MOUVEMENT DANS LA DURÉE

Ce dimanche 19 novembre avait lieu la deuxième assemblée de MeToo Paris avec la volonté claire de ne pas en rester là et d'inscrire un mouvement contre les violences sexistes dans la durée ...

Le rassemblement du 29 octobre place de la République à Paris a été une réussite : près de 2000 personnes, pour la plupart en dehors des milieux habituels, une dynamique militante autour de collages, de distributions de tracts et d'animation d'ateliers sur la place même. Mais la principale difficulté était prévisible : comme c'est le mouvement de tout le monde, mais surtout de celles qui tour à tour ont dénoncé les violences en disant « moi aussi », la suite ne décollait pas d'elle-même.

Construire un mouvement féministe massif et auto-organisé

Une première assemblée avait permis, le 7 novembre, de réunir plus de cent personnes,

majoritairement des femmes, dont une partie importante de nouvelles militantes. Une nouvelle assemblée avait été appelée ce dimanche 19 novembre. Il avait aussi été décidé d'appeler à la manifestation du 25 novembre autour d'un cortège « MeToo à WeTooGether », avec un appel court mettant en avant la nécessité de construire un mouvement féministe massif et auto-organisé. Le 19 novembre, ce sont 75 personnes qui se sont réunies lors d'ateliers thématiques (groupe de parole non-mixte, justice et autodéfense féministe, éducation non sexiste, action et médias, lectures féministes, intermittentEs du spectacle) et un peu plus de 100 personnes lors de l'assemblée en plénière. Si de nombreuses revendications ont été évoquées, ce qui, pour l'instant, fait consensus

est de réclamer un service public d'hébergement pour les femmes victimes de violence et des moyens pour une éducation non sexiste tout au long de la scolarité. Une nouvelle assemblée est appelée après la manifestation du 25 novembre, alors que commence déjà à émerger l'idée d'une nouvelle date de manifestation dans la foulée de la manif de samedi. Les questions importantes sont posées : travailler à l'unité du mouvement féministe pour l'amplifier sans refuser de discuter politiquement, construire une dynamique militante qui va au-delà de la construction d'un collectif de plus, se coordonner avec d'autres villes, comprendre que les violences sexistes ne sont pas une fatalité mais qu'il faudra arracher de nouveaux droits au gouvernement pour les faire reculer...



IMPOSONS NOS REVENDICATIONS FACE À CE GOUVERNEMENT!

Face à la vague de témoignages de viol et d'agression, le gouvernement répond par des campagnes publicitaires et un projet de loi contre le harcèlement de rue, qui est un écran de fumée et un prétexte pour accroître la présence des forces de police¹.

Comme le montrent les réactions sur les réseaux sociaux, de nombreuses femmes savent que le gouvernement ne fera rien de tangible contre les violences faites aux femmes et qu'au contraire sa politique ultra libérale et réactionnaire participe au maintien des violences sexistes. Elles n'ont pas non plus d'illusions dans la justice. Marlène Schiappa a bien fait comprendre qu'aucun fonds supplémentaire ne serait débloqué malgré le mouvement MeToo. Elle propose une gestion participative de la part de la « société » mais sans aucun moyen pour des mesures concrètes contre les violences. Elle vient également d'annoncer que l'âge du consentement pourrait être fixé à 13 ans ! C'est pourquoi nous avons manifesté mardi 14 novembre, les cas récents de viols sur deux très jeunes filles

soulevant notre indignation. Lors de cette manifestation, nous avons été malmenés par les forces de répression, ce qui montre bien que ni le gouvernement ni la police à ses ordres ne sont du côté des femmes et des enfants.

Ce que nous voulons

Nous devons continuer à agir dans la rue en soutien aux victimes, contre la justice patriarcale trop clémentine avec les agresseurs de femmes et d'enfants et pour imposer nos revendications contre les violences faites aux femmes. Nous voulons :
– Des logements pour accueillir les femmes victimes de violences et leurs enfants.
– Des subventions pour les associations qui aident les femmes.
– Des formations pour l'ensemble des professionnelles qui

accueillent les victimes (services sociaux, santé, justice, police...).
– Des moyens pour que la justice traite les actes de violences sexuelles dans des conditions et des délais satisfaisants.
– Une formation non sexiste et à l'écoute des patientes pour tous les personnels de santé.
– Des formations pour toutes celles et ceux qui jouent un rôle direct dans la construction de genre (journalistes, enseignantEs, responsables de programmation dans les médias, etc.).
– Des obligations renforcées à combattre le sexisme au sein des entreprises et des sanctions pour celles qui ne le feraient pas.
– Une éducation non sexiste et respectueuse du corps de chacunE, qui encourage l'épanouissement de chacunE à travers une sexualité non normée.
1 – <https://npa2009.org/actualite/feminisme/harcèlement-de-rue-la-penalisation-non-merci>

VÉLIB' Les salariéEs ne se laissent pas rouler

Le 14 novembre, le TGI de Nanterre a finalement rendu sa décision, suite à l'audience du 3 octobre dernier, en ce qui concerne la poursuite de la relation contractuelle du personnel de Vélib' avec le nouvel exploitant: l'action des syndicats, du CE et du CHSCT est jugée irrecevable et les 267 salariéEs restants sont invités à saisir individuellement les prud'hommes!

Dès l'annonce du délibéré, les travailleurEs, loin de baisser les bras et soutenus par une inter-syndicale CGT-SUD sans faille, ont déclenché la grève qui est totale et entame, au moment où ces lignes sont publiées, son septième jour. Résultat : plus aucun véhicule ne sort des entrepôts de Bauchat, de Cachan et de Saint-Denis, le démontage des stations est lui au point mort et le centre d'appel muet ; le réseau des Vélib' est tout simplement à l'agonie. Face à cette mobilisation record, Decaux, leur actuel employeur, a flanché le premier en se résolvant à ouvrir un PSE plutôt que de poursuivre plus longtemps la partie de poker menteur à laquelle il se livre, sur le dos du personnel, avec le repreneur, censé prendre les rênes du service le 1^{er} janvier prochain.

Une réunion quadripartite ou rien

Le 17 novembre, c'était au tour de la direction de Smo-vengo, le nouvel exploitant, d'être secouée après avoir été débusquée par une quarantaine de grévistes au siège d'Indigo, le principal actionnaire, situé à La Défense. La promesse de reprise du personnel, annoncée sur tous les tons, a été battue en brèche après que les syndicalistes, qui ont martelé leur refus d'être embauchés à des conditions salariales équivalentes mais pas identiques, ont produit à leurs interlocuteurs une dizaine de fins de non-recevoir suite à des candidatures qu'ils avaient envoyées par mail. Le lundi 20 novembre, après s'être rassemblés devant l'Hôtel de ville au moment où s'ouvrait le Conseil de Paris, et en réponse à la promesse d'un énième rendez-vous avec l'adjoint aux transports, les 70 salariéEs présents sont partis occuper la mairie du 12^e dont la maire, Mme Catherine Barrati-Elbaz, vient d'être nommée à la tête du syndicat mixte Autolib'-Vélib'.

À six semaines de l'échéance, ils exigent qu'elle convoque une réunion avec l'ensemble des parties dans ce qu'il faut bien désormais appeler, par manque de courage politique en premier lieu, le naufrage Vélib' dont Anne Hidalgo, pourtant capitaine du bateau, se tient sciemment à l'écart. L'objectif du personnel est simple : le maintien de tous les emplois chez Vélib' aux conditions actuelles et, pour cela, il se mobilisera... tant qu'il le faudra!

LD



DR

RÉPRESSION « Depuis le 10 octobre je suis considéré comme un ennemi d'une société en marche »

Nous reproduisons ci-dessous des extraits de la déclaration rédigée par Georges Louis, militant CGT poursuivi en justice pour avoir participé, le 10 octobre dernier à Paris, au « cortège de tête ».

Je suis un syndicaliste. Je milite contre toute forme de précarité et d'exclusion depuis de longues années. Délégué syndical, trésorier du comité d'entreprise et secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, j'essaye, à travers mes engagements, d'être digne de ceux qui, par leurs combats durant de longs mois, ont permis la mise en place de ces instances du personnel. Je pense à cet instant aux millions de grévistes en 1936 et en 1968. Mais aussi à ces

syndicalistes devenus résistants dès 1940. Pourchassés, torturés, abattus, déportés, ils n'ont jamais courbé l'échine face au conformisme et à l'apathie générale. Les conquêtes acquises ensuite dans l'immédiat après-guerre comme la Sécurité sociale ou le comité d'entreprise sont devenues insupportables pour les patrons. C'est 70 ans de trop pour le Medef. Allons fainéants, sans rien, sans dents, au boulot jusqu'à la mort ou au mieux jusqu'au fauteuil roulant!

Depuis le 10 octobre je suis considéré comme un violent, un terroriste, un ennemi d'une société en marche. Ma dignité, notre dignité, est de défendre, de lutter contre toutes ces infamies et ces retours en arrière qui gangrènent le pays. On peut me condamner, m'éliminer socialement, m'interdire de manifester. Or ce n'est pas moi qui suis responsable de tant de morts dans les quartiers populaires et à Sivens et de blessés par centaines durant les

manifestations de l'an dernier comme par exemple le 15 septembre 2016 où devant moi un syndicaliste est tombé l'œil crevé par un éclat de grenade et à Aulnay-sous-Bois où Théo a été mutilé par des « fonctionnaires de police assermentés ». Ce n'est pas moi aussi qui devrais contenir à tout prix la colère et la rage d'une population qui dans un futur proche sera obligée de se soulever comme jadis à Paris. Les gueux et les manants, comme en 1789, en 1830, en 1848 ou en 1871, se souviennent toujours comment arracher leurs chaînes à leurs exploiters.

Procès le vendredi 24 novembre au TGI de Paris, rassemblement place Saint-Michel à partir de 11h30.

ALTICE

Drahi : le début de la fin ?

La publication début novembre des résultats trimestriels du groupe Altice marque le début de la chute du milliardaire Drahi. Après avoir lourdement chuté entre juin et novembre, passant de 23 à 16 euros, le cours de l'action Altice s'est effondré de 50 % entre le 2 et le 17 novembre, s'établissant désormais à 8 euros.

La bulle Drahi, entretenue par un système politico-financier délirant, se dégonfle brutalement. Et ce sont les travailleurEs, déjà fortement maltraités, qui risquent d'en payer le prix fort.

« Pas de Drahi sans Draghi »

Drahi a constitué son empire grâce à l'incroyable bienveillance des banques et à ses amitiés politiques. En partant de rien, il a multiplié les acquisitions avec un minimum de fonds propres, en empruntant massivement grâce au mécanisme du LBO (effet de levier) : une holding (prédateur) emprunte pour acheter une entreprise (la proie) et paie ensuite ses charges financières grâce aux dividendes provenant de la proie. Achats de SFR en 2014, de Portugal Telecom, de cablo-opérateurs américains, de BFM, Libération, l'Express...

Tout cela a été possible grâce à la crise et à la politique d'argent facile (quantitative easing) de la Banque centrale européenne depuis 2009. Drahi a été gavé par Draghi, à la tête de la BCE. Il a aussi bénéficié de la mansuétude de l'État, qui l'a laissé payer une TVA sur la presse à 2% sous prétexte qu'il a imposé aux clients de SFR une vente forcée de presse en ligne (ses journaux!) incluse dans leur abonnement.

Drahi : un patron voyou

Il faut reconnaître un talent particulier à Drahi, mis en lumière notamment par les Panama Papers : celui d'utiliser toutes les possibilités du système pour maximiser son pouvoir et son profit. Grâce à sa holding personnel Next LP domicilié dans le paradis fiscal de Guernesey, il contrôle la holding du groupe (Altice NV), qu'il a domiciliée aux Pays-Bas parce que ce pays est l'un des rares pays d'Europe où les entreprises peuvent instaurer une structure avec deux catégories d'actions, attribuant des droits de vote différents. Ainsi avec environ 60% du capital, Drahi dispose de plus de 90% des droits de vote! Avec ce système, Drahi s'assure un contrôle à vie de son

LES SALARIÉS DE SFR/ALTICE INQUIÈTS



CHARMAG

groupe, même en cas d'émission de nouvelles actions. La holding du groupe contrôle ensuite une autre structure domiciliée au Luxembourg, qui étend sa toile sur toute une série de sociétés...

Pour boucler la boucle, Drahi est domicilié en Suisse pour payer moins d'impôts. Et qu'on ne vienne pas lui chercher des poux! Auditionné en juin 2016 par le Sénat, il justifiait son exil fiscal en Suisse ainsi : « SFR paye ses impôts en France, et en paye beaucoup. Et s'il en paye beaucoup, c'est parce que je l'ai redressé ». Et les sénateurs se sont écriés devant le « grand industriel »...

En mars 2017, le magazine Forbes estimait la fortune de Drahi à 12 milliards. La bonne nouvelle est qu'il en a déjà perdu environ la moitié. Mais il lui en reste encore 6 milliards!

L'écèlement de la bulle Drahi

Toutes les escroqueries ont une fin. Le groupe cumule les pertes. Le

résultat opérationnel (revenus tirés de l'activité du groupe) est insuffisant pour couvrir les charges financières qui explosent avec l'endettement (qui est de 51 milliards), si bien que le résultat net est déficitaire depuis 2014 : - 552 millions en 2014, - 220 millions en 2015... et - 1,9 milliard en 2016, sur un chiffre d'affaires d'un peu plus de 20 milliards. Drahi ne peut plus faire illusion. Sa politique de réduction des coûts (pour financer ses achats) a débouché sur un recul des ventes. En deux ans, SFR a perdu plus de deux millions de clientEs. Pour tenter de mettre fin à l'effondrement boursier du groupe, Drahi a changé le haut management, en débarquant le PDG de SFR (Michel Combes) et en plaçant des proches aux postes stratégiques. Il a cherché à rassurer en annonçant une pause des acquisitions et en indiquant qu'il avait réussi à renégocier sa dette avec des banques fort accomodantes. Mais le charme de Drahi n'opère plus, et une hausse des taux de la BCE pourrait lui être fatale.

Alerte rouge pour les salariéEs!

Les salariéEs ont déjà payé fort cher les ambitions démesurées de Drahi. Pour financer ses opérations, Drahi les a mis au régime sec... et il le revendique haut et fort!

Dans une conférence de presse à New York le 17 septembre 2015, il a ainsi déclaré : « Je n'aime pas payer les salaires. Je paye aussi peu que possible ». Alors qu'il s'était engagé à maintenir l'emploi pendant au moins trois ans quand il a pris le contrôle de SFR en 2014, il a négocié en août 2016 avec deux syndicats jaunes (Unsa et Cfdt) un plan de départs volontaires (PDV) de 5000 salariéEs (sur 15000) d'ici la mi-2019. El Khomri, la ministre du Travail, qui avait reçu la direction de SFR, n'avait rien trouvé à redire. Seules la CGT et la CGC s'y étaient opposées.

Drahi a récemment déclaré que le PDV « n'était pas une bonne idée car les personnes qui sont parties ne sont pas forcément celles qui occupaient les postes à supprimer » et qu'il « aurait mieux valu cibler ces postes et faire un PSE traditionnel ». C'est désormais la menace qui plane sur les salariéEs, mais l'UNSA (premier syndicat chez SFR) veut juste « comprendre les nouvelles décisions opérationnelles qui vont découler de ces changements ». Il n'y a rien à comprendre dans les bobards de Drahi : l'escroc doit être exproprié, et son groupe doit être nationalisé sous contrôle des travailleurEs!

Gaston Lefranc

FRONT SOCIAL

On a marché sur l'Élysée

En réunissant, en seulement un mois, près de 3 000 manifestantEs, dont plusieurs centaines venus de toute la France, pour prendre symboliquement le chemin de l'Élysée, le Front social a fait samedi 18 novembre la démonstration, certes encore modeste, que des mobilisations unitaires, nécessaires pour faire front face à la politique d'Emmanuel Macron, sont à portée de main pour peu qu'on s'y attèle.

CARHAIX Face au mépris de La Poste, les factrices et facteurs ne sont pas seuls

Depuis le 2 novembre, les 20 factrices et facteurs de Carhaix sont en grève. La raison ? Depuis la dernière réorganisation mise en place début octobre, qui s'est traduite par la suppression de deux tournées (sur 17), les conditions de travail se sont nettement dégradées.

Les tournées sont de fait plus longues et plus chargées, ce qui empêche la distribution de la totalité du courrier sur le temps de travail. La solution trouvée par la direction ? Tout bonnement ne plus payer les heures supplémentaires !

Des cadres pour briser la grève

Les agents ont donc décidé de poser la sacoche. Leur principale revendication : la récupération d'une tournée sur le site, en gardant une durée hebdomadaire de 42 heures pour l'ensemble des tournées. En effet, au 17^e jour de grève, les grévistes se sont vu proposer la mise en place d'une tournée supplémentaire, mais avec un régime de travail au rabais (39 heures hebdo)... qui équivalait à 15 tournées sur l'actuelle organisation. Évidemment, ce mauvais tour de passe-passe



© NPA

ne prend pas, et la détermination est intacte. Pourtant, La Poste utilise tout son savoir-faire pour pourrir le conflit. Le directeur d'établissement, qui n'a aucune marge de négociation, a été longtemps le seul interlocuteur des grévistes. La directrice territoriale n'a pas encore daigné les recevoir. Une

cinquantaine de cadres ont été envoyés du Finistère, du Morbihan et des Côtes-d'Armor pour casser la grève. L'un d'eux ne s'est d'ailleurs pas limité au casage de grève, puisqu'il a frappé au visage un des participantEs à la manifestation interpro du 16 novembre, au moment où la manif était venue affirmer sa

solidarité sur le piquet de grève. Une plainte a été déposée.

Une tradition de défense des services publics

Mais il est une donnée que la direction territoriale (qui réunit les départements du 29 et du 56) a oublié de prendre en compte : la tradition de lutte en défense des services publics, vivace à Carhaix, comme l'avait démontré la formidable mobilisation pour le maintien de l'hôpital en 2008. Le 18 novembre, plus de 200 manifestantEs ont parcouru les rues de la ville. Outre les syndicats Sud-PTT et CGT, le NPA (notamment notre camarade Matthieu Guillemot, élu municipal d'opposition), le PCF et La France insoumise étaient présents, ainsi que le maire, Christian Troadec. La Poste, qui comptait sur un essoufflement, en est pour ses frais !

Édouard Gautier

AVIGNON Solidarité avec Philippe Pascal, poursuivi par un patron fraudeur

Philippe Pascal est un inspecteur de l'URSSAF qui a mis en lumière et rendu publiques des affaires sur le travail dissimulé, la double comptabilité, les faux bilans, les abus de bien sociaux et la prise illégale d'intérêts pratiqué par l'homme d'affaires avignonnais et ancien président de la CCI de Vaucluse, François Mariani, cousin du député LR Thierry Mariani.

Procès de la résistance à l'ordre établi

Voilà des années que Philippe Pascal est soumis à une répression extraordinaire avec pas moins de trois poursuites judiciaires, et des pressions qui lui ont valu un burn-out et un licenciement de l'URSSAF pour inaptitude. Pendant ce temps François Mariani n'a toujours pas été traduit en justice malgré des procédures

Le 13 novembre devait se dérouler à Avignon le procès de Philippe Pascal, inspecteur de l'URSSAF poursuivi en justice par un patron fraudeur.



pénales relevant de nombreuses fautes transmises au parquet et à l'inspection du travail.

Philippe Pascal est un inspecteur de l'URSSAF qui n'a fait que son travail et paye son courage et son

éthique au prix fort. Son procès est le procès de la résistance à l'ordre établi et son sort témoigne d'une justice de classe qui protège les patrons-voyous et sanctionne ceux qui leur font la chasse.

Heureusement, Philippe n'est pas seul pour traverser cette épreuve et à chaque convocation devant les tribunaux, des militantEs du mouvement social sont à ses côtés. C'est ce qui s'est passé ce lundi 13 novembre au TGI d'Avignon où plus de 150 personnes, dont des militantEs du NPA, étaient présentes à ses côtés. Las, l'audience prévue ce jour-là a été reporté pour la troisième fois pour cause de « dos douloureux de l'avocat de François Mariani ».

La solidarité ne s'arrêtera pas, et nous serons toujours présentEs le 26 février 2018.

Un site internet de soutien a été mis en place : <http://payetescotiz.fr>

Laurent DP

ANTIFASCISME À Lyon, une journée d'information relance le collectif de vigilance

Le Collectif 69 de vigilance contre l'extrême droite (cadre unitaire composé d'associations, de syndicats et de partis politiques qui veillent, informent et agissent contre les extrêmes droites dans la région lyonnaise) était en sommeil depuis la manifestation du 29 novembre 2014 contre la tenue du congrès du Front national à Lyon.

Cette manifestation avait subi les assauts répétés et particulièrement violents des forces de l'ordre, empêchant les manifestantEs d'aller au terme du parcours où les prises de parole étaient prévues : un échec politique qui avait affecté nombre de militantEs, impuissants à mener des actions d'ampleur contre l'extrême droite depuis ce jour.

Une réussite de bonne augure

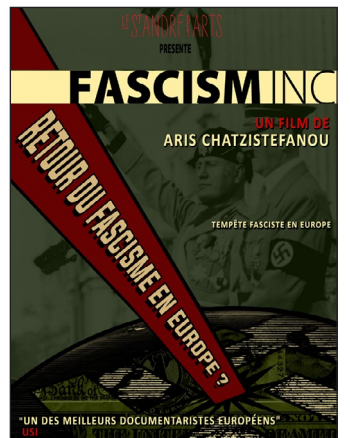
Trois ans plus tard, le 11 novembre dernier, le CV69, débarrassé du PS et de ses satellites, a réussi, avec une participation active des militantEs du NPA et en partenariat avec le Comité de solidarité avec le peuple grec, la Coordination des groupes anarchistes, Acrimed et les Amis du Monde diplomatique, une journée entière d'information, intitulée « *Organisons-nous contre l'extrême droite* », consacré à la montée des extrêmes droites en Europe.

Plus de 150 personnes sont venues écouter une présentation des activités internationales des groupes fascistes lyonnais, ou Yorgos Mitralias, venu de Grèce, pour faire un état des lieux des extrêmes droites européennes. Des ateliers ont été organisés à propos de la propagation des idées d'extrême droite à la fois dans les médias et dans l'éducation nationale, et à propos des ripostes syndicales et des luttes féministes à travers l'Europe, ainsi qu'une projection film *Fascim Inc.*, en présence d'Aris Chatzistefanou, venu lui aussi de Grèce pour débattre de l'actualité des liens entre capital et fascisme.

Cette réussite est de bon augure pour la suite. Dans une ville comme Lyon, où les groupes fascistes prolifèrent et ont pignon sur rue, une structure telle que le CV69 est indispensable pour construire les ripostes à la fois aux idées nationalistes, xénophobes, racistes, anti-féministes, homophobes, et aux pratiques fascistes ultra violentes. On est désormais en droit d'espérer la possibilité d'une nouvelle initiative de rue contre l'extrême droite à Lyon.

Au vu du contexte actuel, où le danger fasciste ne cesse de gagner du terrain, les militantEs du NPA se doivent de prendre à bras le corps et avec détermination la question spécifique de l'antifascisme, en l'insérant systématiquement dans le champ du mouvement social.

Correspondante



© INFO'COM-CGT

Cette marche est un succès non seulement parce qu'elle arrive alors que le mouvement de contestation des ordonnances est à la peine, mais aussi parce que la participation, au regard de celle de la manifestation parisienne du 16 novembre dernier et de l'arc de forces qui y appelait, n'est pas négligeable. Plus encore, alors que toutes les organisations syndicales et politiques étaient invitées à contribuer à sa réussite (seules le NPA et Solidaires ont finalement répondu positivement), elles auront dû se positionner à cet effet, que ce soit en y participant *in fine* comme La France insoumise, représentée entre autres par Éric Coquerel, en déclinant l'invitation (Ensemble!), voire en critiquant l'initiative (Alternative libertaire).

Après de brèves prises de parole, place Péreire, de représentantEs des grévistes de Holiday Inn, de Gaël Quirante (SUD PTT), de Mickael Wamen (CGT Goodyear) et de Marie du Front social Rouen (une dizaine d'autres collectifs locaux avaient aussi fait le déplacement), le cortège dynamique s'est ébranlé pour arpenter, sous les yeux ébahis d'habitantEs peu familiers des défilés revendicatifs, les beaux quartiers.

Unité et radicalité

De rares manifestantEs issus du cortège de tête auront certes, comme lors des manifestations syndicales de ces dernières années, fait payer cher aux vitrines des banques croisées sur le chemin tout comme à la façade de l'ambassade d'Arabie saoudite, sans

que la manifestation ne dévie de son objectif. Arrivée boulevard Haussmann, elle a finalement été nassée peu avant le point officiel de dispersion, situé à 500 mètres du palais élyséen, mais l'intervention des organisateurs et la cohésion entre le millier de manifestantEs restant auront permis d'en sortir sans fouilles, ni contrôle, après deux heures d'attente.

Fort de ce succès, le Front social s'adresse à nouveau à tous les responsables de la gauche associative, syndicale et politique en leur donnant rendez-vous ce mercredi autour d'une idée simple : mettons-nous d'urgence autour d'une table pour discuter d'un plan de bataille face au président des riches. Chiche ?

LD



Les comités en action !

Louviers Un 11 novembre antimilitariste. Cette année a de nouveau été l'occasion de dénoncer les guerres qui profitent à l'industrie et aux marchands d'armes, aux requins de la finance, aux rebâtitseurs, aux chefs d'État discrédités qui se posent en chefs de guerre ou défenseurs des droits de l'homme, alors qu'ils déroulent le tapis rouge aux dictateurs (Poutine, Sissi...) et refusent d'aider les opposants syriens à se libérer du massacreur Assad. Avec le PCF local et la Libre Pensée, nous avons rassemblé les habituéEs et attiré des passantEs, pour entonner des chants antimilitaristes. Rebaptiser la rue du boucher Foch du nom de Pierre Brizon, député socialiste opposé aux crédits de guerre en 1916, est un plaisir partagé et renouvelé chaque année.



DR

Tarbes Autour de la révolution russe.

Le vendredi 17 novembre, une quarantaine de personnes se sont retrouvées pour une réunion débat avec Alain Krivine. Il y avait les militantEs et sympathisantEs du NPA, bien sûr, mais aussi trois animateurs du RESF 65, deux dirigeants locaux du PCF (les autres s'étant excusés pour cause de réunion nationale de préparation de leur congrès) et un militant de LO. Après une rapide description par Alain des événements et des principales dates des années 1917 à 1924 (mort de Lénine), la discussion s'est engagée sur la portée de la révolution russe, l'auto-organisation généralisée, la prise du pouvoir par les travailleurEs et les petitEs paysanEs avec leurs instruments de démocratie directe, les soviets. La réalité du parti bolchevik, sa démocratie interne, ses débats et ses tournants ont été abordés. Puis, évidemment, ont été décrites les interventions armées de la contre-révolution internationale et la tentative d'écrasement, qui a laissé la révolution exsangue.



DR

Les questions de la politique des bolcheviks, de leurs erreurs, comme la tragédie de Cronstadt, ont été aussi discutées. L'histoire du 20^e siècle, et la politique du stalinisme (en Afrique, durant la révolution espagnole, à Cuba, etc.) ont également été évoquées. Une soirée passionnante où divers points de vue se sont exprimés, et qui en annonce d'autres. La discussion a continué autour de victuailles « sorties du sac » et de quelques bons vins...

LES RENCONTRES DE LA BRÈCHE

Présentation du livre *Retours sur une saison à Gaza*

MERCREDI 29 NOVEMBRE, 18H

27, rue Taine 75012 Paris,
Métro Daumesnil

Vivian Petit, auteur de l'ouvrage, sera présent à La Brèche pour nous présenter son livre, en compagnie de Julien Salingue, qui en a écrit la préface.



Commission nationale santé sécu social

Un week-end pour réfléchir, préparer les luttes et s'organiser

La commission nationale santé, action sociale, protection sociale du NPA s'est réunie les 11 et 12 novembre à Paris. Nouveaux et anciens militantEs, 23 camarades, venuEs de la région parisienne et de 10 villes situées dans les régions y ont participé. Quatre points étaient à l'ordre du jour.

De quoi Macron est-il le nom ?

Introduit par un rapport très fourni et argumenté, la première discussion a montré la multiplicité et la cohérence des attaques en cours ou en préparation sur la protection sociale et réaffirmé notre cadre d'intervention : face à l'austérité et aux privatisations, ne rien lâcher sur le 100 % Sécu pour le financement et la gestion de la protection sociale, et le 100 % service public (contre la marchandisation de la santé et du social).

La discussion a porté sur la manière dont on peut relier cette perspective aux situations vécues, aux attentes, au niveau de conscience actuel des salariéEs. Plusieurs questions ont été approfondies : campagne contre la dette des hôpitaux, « fiscalisation » de la Sécurité sociale et CSG, défense du service public, en combattant ses dérives marchandes, « salaire à vie ». Nous nous sommes efforcés de définir de quelle manière le NPA devait faire campagne sur la Sécurité sociale et le salaire socialisé ; non en ajoutant une « campagne » supplémentaire, mais en donnant

toute leur place aux questions de santé et de protection sociale dans la lutte contre la politique économique et sociale du gouvernement.

Comment résister aux contre-réformes ?

Le tour des villes et régions a montré l'accélération des politiques d'austérité, des restructurations/privatisations, la généralisation du management agressif. L'affaiblissement du syndicalisme et l'accentuation de la répression contre les équipes syndicales combattives ont été soulignées, ainsi que la défiance accrue vis-à-vis des syndicats, en particulier

chez les jeunes salariéEs. Cela pose avec d'autant plus d'acuité la question de l'auto-organisation pour permettre à toutes et tous, syndiquéEs ou non, de prendre en main les luttes. Les mobilisations n'ont pas cessé, avec parfois des victoires locales. Mais après la manifestation nationale réussie du 7 mars, les fédérations syndicales n'ont offert aucune perspective. Une conclusion s'est donc imposée : plus que jamais la construction d'un outil de mobilisation unitaire capable d'agir pour la coordination des luttes est à l'ordre du jour. S'appuyant sur des structures

syndicales de base, il doit être attractif pour les non-syndiqués. Il y a donc nécessité à « remettre sur le métier », sous des formes différentes, l'ouvrage commencé avec la Convergence des hôpitaux en lutte contre l'hostilité. La place que peut jouer le Front social a été abordée. L'importance et la vitalité des comités de défense de l'hôpital public et de leur coordination nationale ont également été soulignées, ainsi que le soutien qui doit leur être apporté.

Bilan et perspective : une relève de générations

Le bilan d'activité de la commission a été jugé positif. Il a surtout été l'occasion de se tourner vers l'avenir.

Deux points principaux ont été débattus : le renforcement de notre implantation dans les grandes concentrations de salariéEs que sont les hôpitaux, et la prise en main de l'animation de la commission par une équipe rajeunie et renouvelée avec un nouveau fonctionnement.

Le secteur social : marchandisation, luttes, construction

Les logiques marchandes à l'œuvre dans le sanitaire s'appliquent désormais aussi au social. Au cours des dernières années un redémarrage de luttes a eu lieu dans ce secteur. Une nouvelle génération militante a émergé. Il a été décidé que l'ensemble de la commission devait se mobiliser pour favoriser notre structuration dans le travail social. Différentes mesures seront prises dans cette perspective. Il ne reste plus désormais qu'à passer de la réflexion à l'action. **Commission nationale santé, action sociale, protection sociale**

Répression

Une belle mobilisation en soutien à la CGT PSA Poissy

Près de 500 militantEs se sont retrouvés devant le tribunal de grande instance de Versailles le jeudi 16 novembre pour affirmer leur soutien aux 9 militantEs de la CGT PSA Poissy poursuivis pour prétendument avoir séquestré un responsable hiérarchique.



Farid Borsali, secrétaire de la CGT PSA Poissy. PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

côté politique, étaient présents le PCF, La France insoumise, Lutte ouvrière et le NPA, par leurs représentantEs nationaux. Une unité indispensable pour faire barrage à la politique répressive chez PSA mais qui se retrouve aussi pour dénoncer la cohérence entre l'attitude de PSA et ses attaques contre les salaires, les conditions

de travail sur l'ensemble des sites. Une cohérence que toutes et tous ont dénoncé avec les mesures régressives du gouvernement au travers des ordonnances.

Une unité syndicale et politique à élargir

En tout cas une matinée où volonté de résistance et combativité n'ont

pas empêché une unité syndicale et politique à élargir. Dommage que la direction confédérale CGT ne se soit pas physiquement associée à cette initiative. Beaucoup de délégations présentes ont rejoint la manifestation contre la politique gouvernementale pour continuer de dénoncer la cohérence anti-sociale et répressive à laquelle nous sommes confrontés. Le déroulement du procès fut conforme à ce que chacunE avait pressenti en dénonçant la collusion flagrante entre PSA, le gouvernement et l'appareil répressif. La juge s'était manifestement fait sa (mauvaise) idée sur les faits reprochés, avant même d'avoir entendu les neufs militants et leur avocate, Marie-Laure Dufresne-Castets. La procureure a demandé 5 mois de prison avec sursis. De son côté, PSA demande au total 18 000 euros de préjudice et 7 500 euros de remboursement de frais de justice. Le jugement a été mis en délibéré pour le 20 décembre. Une nouvelle date à mettre dans nos agendas. **Robert Pelletier**

Série

«**Q**uoi? La capitaine trucmuche là? Elle est chtar-bée, non?» C'est

Yolande Moreau, la colonelle de gendarmerie en retraite qui parle ainsi de «*capitaine Marleau*», Corinne Masiero. Et le ton est donné d'entrée dans l'épisode «*Chambre avec vue*»... Il faut dire qu'une minute plus tôt un échange surréaliste avait eu lieu après que la colonelle eut réchappé d'un incendie: «*Colonelle! Vous n'êtes pas morte! J'suis contente!*» Elle la serre dans ses bras... «*Vous vous rappelez pas de moi? Marleau, votre stagiaire y'a vingt ans! J'ai pas tellement vieilli, quand on est moche, on vieillit pas, hein colonelle!* – Des stagiaires, j'en ai eus! – Des comme moi, ça m'étonnera! J'suis capitaine maintenant! Oui, c'est dingue!»

«**Alors j'avais faire un p'tit peu d'enquête...**»

«*Faudrait pas qu'on dise que j'fais des emplois fictifs, hein, camarade!*» en tapant sur l'épaule du pompier. Quand on aura précisé que «*Capitaine Marleau*» mène toujours ses enquêtes en civil, chemise à carreaux, écharpe tricotée, parka et chapka (en toutes saisons!) avec, quand même, un brassard «*gendarmerie nationale*», on comprendra l'effet inouï d'étrangeté

Capitaine Marleau

Diffusée sur France 3. DVD saison 1, sortie le 22 novembre, 29,99 euros.



qu'elle produit inmanquablement de prime abord.

Corinne Masiero (découverte avec Louise Wimmer en 2012) est exceptionnelle ici en assumant à 100% un accent et un parler chti, des façons et des manières populaires... Les téléspectateurs ne sont pas restés longtemps dans l'expectative et ont très vite massivement adopté *Capitaine Marleau*: au mois d'octobre, l'audience mesurée a frôlé les 7 millions! Immense succès donc,

mais attention, nous n'avons pas affaire à une série consensuelle, qui s'avancerait sur des idées moyennes. C'est avec un profond humanisme que la série scanne la société française d'aujourd'hui. Autour d'un cadavre, ou de plusieurs cadavres, c'est d'amour qu'il sera question, du trop peu d'amour, de domination, de frustration, de révolte violente, de vieillesse et de folie... D'enfance, de fragilité, de transmission aussi... D'argent évidemment...

Josée Dayan est à la réalisation, elle qui avait réalisé pour la télé un très beau *Balzac* avec G. Depardieu et J. Moreau. G. Depardieu justement, J-P. Marielle et B. Ogier, V. Abril, P. Arditi, N. Arestrup, M. Robin, C. Berling apportent une belle contribution. Mais si *Capitaine Marleau* a maintenant un immense fan club, elle ne plaît pas à tout le monde. Elle dérange aussi, elle clive. *Télérama* n'a pas aimé...

Un succès de cette dimension ne s'explique pas en trois phrases

Mais il certain que la liberté avec laquelle «*Capitaine Marleau*» mène ses enquêtes, mène sa vie – enfin, ce qu'elle nous en laisse deviner – y est pour beaucoup. Comme on voudrait s'affranchir comme elle de tous les codes qu'elle fracasse allègrement! Comme elle est légère – elle se met à danser en certaines circonstances – sans jamais perdre de vue, teigne qu'elle est, que c'est la vérité qu'il faut faire surgir: «*Non mais!*»... «*Merki pour tout!*»

Fernand Beckrich

Roman

Le Principe, de Jérôme Ferrari

Babel, 176 pages, 6,80 euros, 2017 (2015)

Étudiant désabusé après un échec universitaire cuisant lors d'un oral de philosophie à propos de l'ouvrage *Physique et Philosophie* de Werner Heisenberg, l'auteur – ou son alias – s'est retiré dans la maison paternelle en Corse où il rêve de devenir écrivain.

Il ignore presque tout du conflit armé indépendantiste qui s'y déroule, et où sa famille est pourtant largement impliquée. Parallèle saisissant avec le bavarois Heisenberg qui, bien qu'engagé à droite, ignore tout ou presque de la république des conseils de Bavière et de son écrasement dans le sang par les corps francs de Wurttemberg tant il cherchait sa voie entre son attrait pour la physique et pour la poésie.

Jérôme Ferrari, prix Goncourt 2012 pour le *Sermon sur la chute de Rome*, cherche dans ce roman le pont entre la science, le «principe d'incertitude» et la poésie. Tout au long de l'ouvrage, il s'adresse donc au physicien de génie qui avait cette même préoccupation – comme Albert Einstein ou Niels Bohr qui apparaissent souvent dans les pages du *Principe*.

Spécialiste de l'atome dans l'Allemagne nazie

Heisenberg a découvert et a mis au point les bases de la physique quantique dès les années 1920 avec le «principe d'incertitude», qui établit qu'on ne peut pas déterminer avec une précision infinie la vitesse et la position d'une particule élémentaire. Heisenberg a été lauréat du prix Nobel de physique en 1932 «pour la création de la mécanique quantique, dont l'application a mené, entre autres, à la découverte des variétés allotropiques de l'hydrogène».

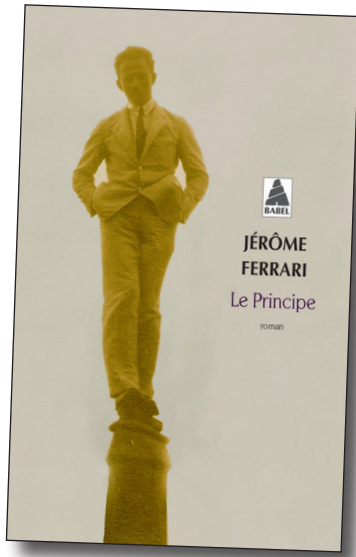
Être spécialiste de l'atome dans l'Allemagne devenue nazie se révèle dangereux et la plupart des collègues

d'Heisenberg, juifs ou non, prendront la route de l'exil. Inquiété par les nazis pour ses amitiés juives et ses «théories juives», Heisenberg hésitera mais ne partira pas. Écarté dans un premier temps du programme militaire de recherche nucléaire, il en prendra pourtant la responsabilité en 1942. Collaborer tout en retardant les recherches: le physicien entame une plongée dans l'abîme des tourments d'une humanité confrontée au mal absolu. L'impossibilité de se procurer de l'uranium en masse suffisante lui permettra de justifier les retards tandis qu'à l'autre bout de la planète, ses

anciens camarades de 1932 n'auront pas cette excuse pour ne pas mettre au point l'arme absolue et empêcher son utilisation sur le sol japonais.

«*Les vrais morts de la bombe atomique ont disparu sans laisser d'eux aucune trace sauf peut-être une vague silhouette claire sur un mur calciné, le cœur d'uranium a battu tout près du leur, ils ont communiqué avec le fond des choses...*».

Le talent de Jérôme Ferrari, outre une écriture époustouflante, consiste à mettre en relief les tourments du physicien au moyen des tourments du monde d'aujourd'hui, où le fond



des choses se dérobe sans cesse pour laisser la place à un néant prévisible qui entre en contradiction avec la beauté du monde.

Sylvain Chardon

Exposition



Sur l'affiche en noir et blanc, une femme, les mains et le visage plaqués contre une vitre, nous regarde avec insistance et une inscription discrète, comme un appel au secours, est écrite à la main: «*Ich möchte hier raus!*» («*Je veux sortir d'ici!*»).

Women House

Musée de la Monnaie de Paris, 11, quai de Conti, jusqu'au 28 janvier 2018.

Un espace de soumission, d'oppression et de violences

Pour Brigit Jurgenssen, artiste autrichienne, «ici» c'est la maison, un espace domestique de soumission, d'oppression et de violences faites aux femmes.

L'exposition *Women House* réunit des photos, vidéos, peintures et sculptures de 39 artistes femmes, de 1930 à nos jours, autour de deux notions: le genre féminin et l'espace domestique.

Les œuvres dénoncent, non sans ironie, à la fois les tâches ménagères dans lesquelles les femmes ont toujours été cantonnées, mais aussi l'enfermement physique et social dans lequel elles sont.

Une citation de *la Maison de poupée*, pièce écrite par Ibsen en 1879, est mise en exergue indiquant à quel

point la femme n'est qu'une projection de l'homme: «*Notre maison n'a été rien d'autre qu'un espace de jeux. Ici, j'étais ton épouse de chiffon, ta poupée comme j'étais la poupée de papa*».

La maison est tellement devenue indissociable de la femme, qu'elle fait corps avec elle comme le montrent les sculptures de Louise Bourgeois et Laurie Simmons.

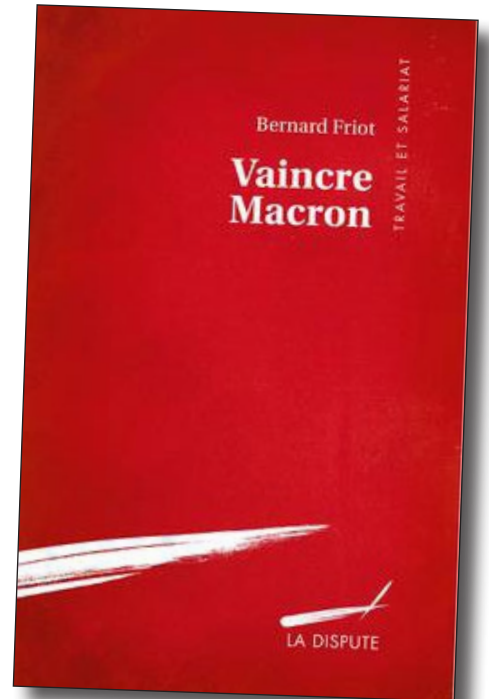
Même si pour certaines artistes la maison peut s'avérer être un refuge, (la maison-femme de Niki de Saint-Phalle), cela n'est possible qu'une fois que la femme s'est libérée du patriarcat et de la domination masculine. C'est une exposition drôle, intelligente et féministe qui fait étrangement écho à l'actualité du moment.

À ne pas manquer.
Béatrice Walylo

Essai

Vaincre Macron, de Bernard Friot

La Dispute, 100 pages, 10 euros.



Le titre de Bernard Friot ne peut qu'allécher toutes celles et tous ceux qui se mobilisent contre les ordonnances Macron. Ses travaux nous ont, depuis des années, fourni des arguments face aux contre-réformes de la protection sociale.

Dans ce dernier ouvrage, il analyse à juste titre les ordonnances «Travail» et les textes annoncés pour le futur comme représentant une offensive globale et cohérente contre le système de sécurité sociale issu de l'après Seconde Guerre mondiale, ainsi que contre les droits des salariés. On peut également partager son recul vis-à-vis du revenu universel. Et, c'est plus fondamental, il y a accord avec lui sur la nécessité pour le mouvement ouvrier de ne pas seulement se battre «contre» mais de proposer un nouvel horizon émancipateur.

Deux problèmes majeurs

Tout cela précisé, apparaissent deux problèmes majeurs. Tout d'abord, une surestimation des potentialités «*communistes*» de la protection sociale construite en 1946-1947. Son éloge sans nuance de l'action des ministres communistes de l'époque ne tient pas du tout compte de la poussée sociale ni des positions du PCF de la Libération, soucieux à tout prix de pactiser avec De Gaulle. Friot veut nous convaincre que le communisme est «*déjà là*» dans les principes de la sécurité sociale, même s'ils ont été bien ébréchés par les offensives bourgeoises, et il propose un projet qui étend ces principes non seulement au revenu mais à la propriété.

Ce projet et ses fondements peuvent laisser sceptique mais, même si on les admet, subsiste une autre difficulté. Friot a une formule: «*le projet est le chemin*». Autrement dit, avec le levier d'un bon projet, on peut soulever le monde. De plus, il précise qu'il ne faut pas s'égarer dans des revendications illusoire («travailler moins pour travailler tous» est ainsi qualifié de «*mot d'ordre réactionnaire*»). Il est clair que les anticapitalistes doivent remettre sur le tapis leur projet stratégique et reprendre l'élaboration sur le socialisme. Mais pour reprendre les termes de Marx dans le *Manifeste*, «*l'ingéniosité*» ne peut se substituer à «*l'activité sociale*».

Henri Wilno

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél.: 01 49 28 52 44 – Fax: 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture:

Lundi: 14 h – 20 h, mardi au samedi: 12 h – 20 h

Face au président des riches, soutenez le NPA!

Voici venues la fin de l'année... et la souscription annuelle du NPA.

Cette fin d'année est un (re) commencement, car si les dernières mobilisations étaient décevantes, cela ne veut pas dire que Macron aura le dernier mot. Les attaques contre les jeunes, contre le statut des cheminotEs, contre la protection sociale généreront à leur tour des résistances qui profiteront des leçons de la mobilisation commencée en septembre contre les ordonnances. Les luttes contre le racisme ou contre les licenciements n'ont pas cessé. Avec le mouvement #MeToo, on connaît même un renouveau des luttes féministes... qui ont bien souvent dans l'histoire été annonciatrices de mobilisations de masse. La lutte des classes ne s'arrête jamais. Il en est de même de notre militantisme... et des moyens, notamment financiers, qu'il nécessite.

Macron ou la volonté du choc thatchérien

L'entreprise est de taille, car nous ne sommes qu'au début du quinquennat du président «jupitérien» à la «pensée complexe». Son arrivée au pouvoir après une folle séquence électorale a été une surprise, mais finalement assez logique lorsque l'on voit l'état de pourrissement des forces, Républicains et PS, qui ont mené les affaires de la classe dominante ces dernières années. L'essence politique et sociale du macronisme n'est pas une énigme, encore moins une révolution. Rien n'y est complexe, mystérieux ou novateur, c'est le bras armé d'une bourgeoisie qui se donne les moyens du choc thatchérien tant désiré. Macron est le serviteur parfait de sa classe. Tout son projet est l'approfondissement et le potentiel aboutissement de la réaction néolibérale. Son objectif est une régression sociale sans précédent, avec la remise en cause de plus d'un siècle de luttes : la destruction du code du travail et du principe même de Sécurité sociale.

Une régression sur le plan démocratique également, avec le retour aux sources de la V^e République : «l'État fort», qui casse les syndicats, les contestations, qui nie les droits des migrantEs.

Et si ce n'était que Macron le problème... La crise climatique s'approfondit, avec ses effets désastreux ; le Front national, malgré ses difficultés, est à un niveau inégalé et influence le discours et la politique concrète des gouvernements. Il y a urgence à en finir avec ce système, et pour cela... à avoir des moyens financiers pour le faire.

Pour jouer son rôle dans la contre-offensive, le NPA a besoin de moyens

Le NPA veut jouer un rôle dans tout cela : dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'études, défendre l'unité de notre camp social, l'auto-organisation, un projet de société et une stratégie pour renverser le capitalisme.

Hélas nous ne sommes pas riches ! Nous ne vivons que des cotisations des militantEs et des dons de nos sympathisantEs. Pas de subvention de l'État pour nous depuis 2012. Et pourtant nos besoins sont énormes : soutien financier aux luttes unitaires, presse papier et internet, réunions nationales, affiches, tracts, entretien de nos locaux... Tout cela a un coût. C'est pourquoi nous sollicitons toutes celles et tous ceux qui trouvent que le NPA est utile, même sans partager toutes nos orientations. Au hasard, si on a trouvé que la voix de Philippe Poutou a été utile dans l'élection présidentielle pour taper sur Fillon et Le Pen sans faire de concession au drapeau bleu-blanc-rouge et sans troquer les classes sociales contre «le peuple». Ou si on a apprécié les appels à l'unité contre les ordonnances de Macron, sans division entre syndicats et partis.

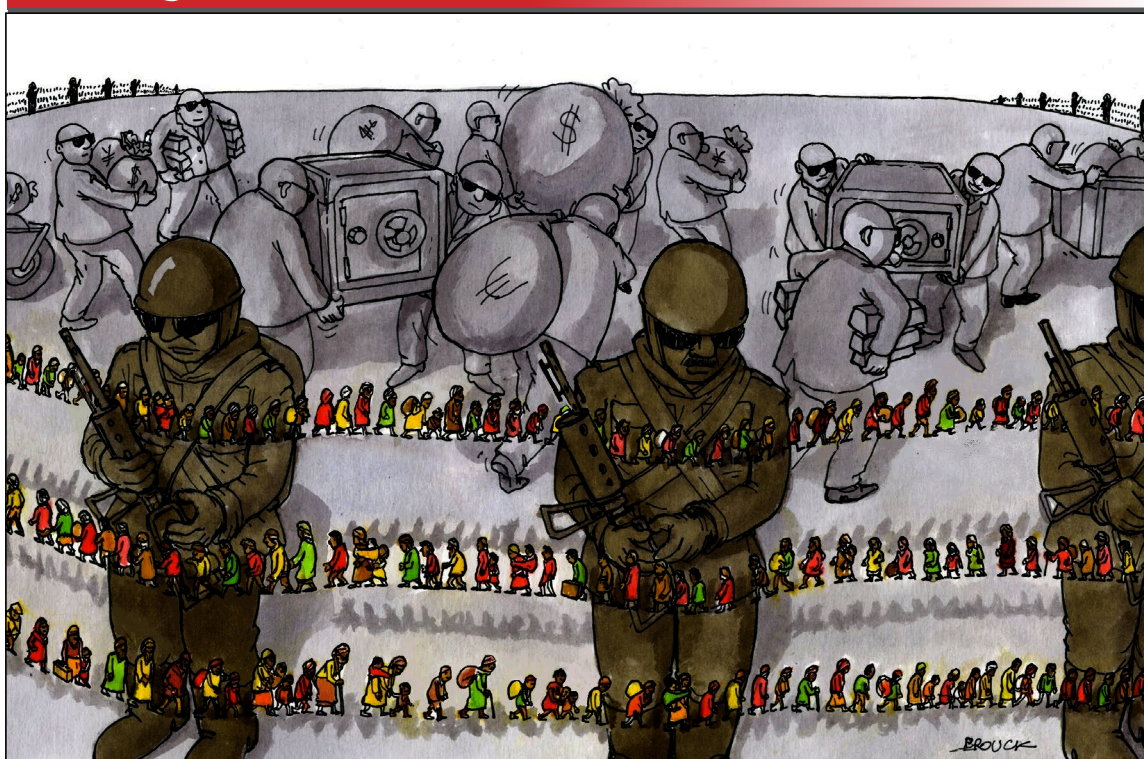
Nous pensons aussi, bien sûr, à toutes celles et tous ceux qui sont d'accord avec la majorité de nos propositions sans avoir actuellement la possibilité de militer au quotidien au NPA mais continuent à le faire dans un

syndicat, un collectif... et à propos desquelles nous savons que nous nous retrouverons dans les grands événements de la lutte!



Alors soutenez-nous ! Objectif 300 000 euros pour le NPA!

L'image de la semaine



La souscription permet une déduction fiscale des deux tiers du montant versé :

Vous donnez 3€, le parti en reçoit 3, l'État vous en reverse 2 !

Moyennant un peu de patience avant le remboursement :

Vous pouvez donc multiplier votre don par 3

DON EN LIGNE :

<https://souscription.npa2009.org>

Adresse pour envoyer vos chèques :

Npa souscription – 2, rue Richard-Lenoir – 93100 Montreuil

Ordre pour vos chèques :

Npa souscription

Limite de datation et d'envoi :

Avant le 31 décembre à minuit

Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque :

Précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port

Si deux noms apparaissent sur le chèque :

Précisez à qui imputer le don

Vu ailleurs

BONDY BLOG ESCLAVAGE EN LIBYE.

«Je n'imaginais pas qu'il y aurait eu autant de monde». Claudy Siar se dit ravi et fier. Lui qui, deux jours auparavant, criait sa colère sur une vidéo Facebook vue des milliers de fois et partagée tout autant. «Moi descendant d'esclaves, j'ai la haine», protestait-il. L'animateur radio de 48 ans, producteur de l'émission Couleurs tropicales sur RFI, est à l'initiative de cette mobilisation ce samedi 18 novembre à 16 h contre les pratiques esclavagistes en Libye. Il s'enthousiasme du «rassemblement spontané» rendu possible grâce à une mobilisation sur les réseaux sociaux. L'élément déclencheur : un reportage de la chaîne américaine, CNN, montrant des Africains vendus comme des esclaves ou enchaînés dans des cages en Libye. Plusieurs personnalités avaient également relayé l'appel à manifester, comme Omar Sy, Mokobe de 113, Didier Drogba ou l'ancienne Miss France Sonia Rolland. Un collectif a d'ailleurs été créé à l'occasion : Collectif contre l'esclavage et les camps de concentration en Libye (CECCL). La mobilisation qui, au départ, devait être un simple rassemblement devant l'ambassade de Libye dans le 15^e arrondissement de Paris, s'est transformée en manifestation spontanée. Au cri de «Libérez nos frères» ou de «Libérez nos sœurs», la foule est venue crier sa colère : 1000 participants selon la préfecture de police de Paris, entre 5000 et 6000 selon Claudy Siar et d'autres à l'initiative. Majoritairement, les manifestants étaient issus de la diaspora afro-descendante. Les pancartes cartonnées arboraient plusieurs messages comme «L'esclavage, crime contre l'humanité» ou «Nous sommes tous des humains». (...) Pour une grande majorité des manifestants interrogés, les pays occidentaux, la France en particulier, portent une grande part de responsabilité sur cette tragédie. «On ne peut pas reproduire ce qui s'est passé il y a 400 ans tout en connaissant les séquelles et les dégâts que cela occasionne», analyse Sonia Lebrache, artisane de 33 ans. Sur la période récente, c'est l'interventionnisme occidental en 2011 en Libye qui est pointé du doigt à la quasi unanimité. Du coup, les slogans «Sarkozy criminel», «Sarkozy assassin» ont jailli durant la manifestation.

Jonathan Baudoin, «Si des êtres humains vendus comme esclaves, ça ne choque personne, alors nous ne sommes plus humains», Bondy blog, 19 novembre 2017.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 28 € ☐ 1 an 56 €	☐ 6 mois 20 € ☐ 1 an 40 €	
Mensuel	☐ 6 mois 22 € ☐ 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 50 € ☐ 1 an 100 €	☐ 6 mois 38 € ☐ 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	☐ 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
☐ 14 € par trimestre	☐ 25 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire :
www.npa2009.org